

Au fur et à mesure que se renforce la perspective d'une victoire électorale de la gauche, le débat se développe et s'approfondit sur les conditions stratégiques de la révolution prolétarienne dans les pays capitalistes développés. Les révolutions victorieuses du passé sont volontiers enfermées dans leur spécificité historique et sociale : la révolution russe devient une sorte de préhistoire, vouée presque fatalement à la contre-révolution stalinienne par le rachitisme de sa classe ouvrière ; les révolutions chinoise, cubaine ou vietnamienne seraient quant à elles confinées aux particularités de la révolution coloniale.

La stratégie de la révolution prolétarienne dans les pays capitalistes développés serait donc à écrire sur une page vierge. Existe-t-il une « stratégie révolutionnaire », comment le suggèrent les camarades qui fondent l'Union des communistes pour l'autogestion ? Faut-il penser, comme l'écrit Christine Buci-Glucksmann dans la revue *Dialectiques* (n° 17), que la notion léniniste de crise révolutionnaire s'efface au profit d'une perspective « de double pouvoir de longue durée ». C'est derrière cette hypothèse que s'engouffrent les intellectuels du PCF qui s'efforcent, à la lumière de Gramsci, de donner un fondement théorique à l'abandon du concept de dictature du prolétariat.

Quelles seraient donc les conditions nouvelles de la révolution prolétarienne en Europe occidentale, d'un point de vue social et historique ? Les arguments avancés sont de deux ordres :

- sociaux : contrairement à la situation russe de 1917, qui a vu un prolétariat minoritaire et peu cultivé se lancer à l'assaut d'un pouvoir despotique, le prolétariat serait devenu la classe majoritaire, de façon écrasante, dans la population active des pays capitalistes industrialisés. Son niveau de culture et de qualification se serait massivement élevé ;
- historiques : la terreur stalinienne et le silence du goulag appelleraient un renouveau nécessaire de la réflexion sur les rapports entre la révolution, le pouvoir et la démocratie.

L'évidence apparente de ces constats peut en effet servir de point de départ à une discussion qu'il faut pousser bien au-delà.

## **I. Les nouvelles conditions de la révolution prolétarienne**

### **1. Croissance du prolétariat et/ou développement d'une nouvelle petite bourgeoisie ?**

Dans les pays capitalistes d'Europe occidentale, les salariés représentent jusqu'à 70 ou 80 % de la population active. Ces chiffres globaux ne sont contestés par personne. C'est sur leur interprétation que commencent les divergences. Au cours des dernières années, nombre d'auteurs ont donné leur version : les économistes du PCF, Poulantzas, Baudelot et Establet, Gérard Duménil, Fougeyrollas<sup>1</sup>... Le débat a un enjeu, pratique : quelle révolution ? quelles alliances de classes ? quels rapports de force ?

Au début des années soixante, prévalait encore dans l'intelligentsia universitaire l'idée d'un déclin ou d'une dissolution (par promotion et embourgeoisement) du prolétariat. La grève générale de 1968 a mis à rude épreuve ce mythe de la sociologie grossière et superficielle. Ce que les enquêtes les plus fiables démontrent, en dépit des catégories peu rigoureuses

~~utilisées, c'est qu'il y a croissance numérique de la classe ouvrière, même définie de façon restrictive.~~

Selon l'enquête Insee de 1968, les ouvriers représentaient 37 % de la population active, les employés 14,8 %, les cadres moyens (parmi lesquels sont rangés les instituteurs !) 9,9 %, les patrons 9,6 %, les cadres supérieurs 4,8 %, les personnels de service 5,7 %, les salariés agricoles 2,9 % et les membres du clergé et la police 2,9 %. Il en résulte que depuis 1954, le nombre des ouvriers aurait augmenté de 6 % contre 10 % le nombre des employés, mais à partir de masses initiales très inégales, de sorte qu'avec 1,5 million supplémentaire la catégorie des ouvriers est celle qui connaît la plus forte augmentation en valeur absolue. À ces constats bruts il faut ajouter l'accentuation des différenciations internes à la classe ouvrière elle-même, par la déqualification massive de certaines catégories professionnelles. Ainsi la proportion des ouvriers qualifiés a-t-elle chuté dans toutes les branches d'industrie sauf la chimie. Et si le nombre global de techniciens a augmenté (toujours entre 1954 et 1968) de 60 % à Renault, le nombre des OS a augmenté pour la même période dans la même proportion, mais là encore à partir de masses inégales, ce qui aboutit à une polarisation accrue entre les qualifications extrêmes au détriment des ouvriers qualifiés. Dans l'ensemble de la classe ouvrière, la part des OS a supplanté au cours des années 1960 celle des ouvriers qualifiés (OQ).

Au total, on compte en France au début des années 1970 environ 13 millions de travailleurs salariés, soit 63 % de la population active urbaine. Sur ces 13 millions, 7,7 millions sont des ouvriers d'industrie. Le reste se répartit entre salariés agricoles, employés et techniciens d'un niveau de qualification inférieur au baccalauréat.

S'il apparaît acquis que la classe ouvrière se renforce numériquement et que la petite bourgeoisie traditionnelle (boutique, agriculteurs...) décline, une seconde question surgit aussitôt : le développement, relevé par les statistiques, des ingénieurs, techniciens et cadres (ITC) signifie-t-il l'ascension d'une nouvelle classe sociale distincte du prolétariat ? Contentons-nous de noter pour l'instant que ces différentes catégories, qui relèvent davantage de la sociologie du travail que de l'analyse rigoureuse des classes sociales, représentaient, en 1968, 10 % de la population active (soit environ deux millions de salariés). Il faut cependant souligner que la seule catégorie des techniciens, qui regroupe des fonctions largement hétérogènes, et qui n'a fait son apparition dans les statistiques officielles qu'en 1954, représentait alors 1,8 % de la population active ; dans le recensement de 1968, elle était passée à 2,7 % (soit environ 530 000 salariés). Il y a là une forte progression, mais nullement une explosion susceptible de modifier les rapports entre les classes dans le pays.

Si nous considérons que seule est correcte une analyse qui prend en compte les tendances fondamentales liées aux formes d'accumulation du capitalisme, dans ce que Mandel a appelé son « troisième âge », alors deux conclusions s'imposent :

- il y a tendance générale à l'extension du salariat et à la croissance absolue de la classe ouvrière ;
- il y a essor important de couches (les ITC) provisoirement qualifiées « d'intermédiaires », et fortement différenciées aussi bien du point de vue de leur revenu que de leur rôle dans la production.

## 2. Branle-bas autour de la nouvelle petite bourgeoisie

La plupart des auteurs cités, qui se sont récemment penchés sur l'analyse des classes sociales, aboutissent à la conclusion qu'une nouvelle petite bourgeoisie se constitue et se renforce. Ils n'arrivent cependant pas à ce résultat par les mêmes arguments, et ils n'en tirent pas les mêmes conséquences.

Poulantzas part d'une conception limitative de la classe ouvrière réduite à son noyau dur de travailleurs qualifiés productifs : la classe ouvrière « est définie non par son exclusion de la propriété mais par le caractère productif de son travail ». À cette première définition restrictive, il en ajoute une seconde qui touche cette fois la notion de travail productif, tendanciellement circonscrit par lui à la seule production directement matérielle. Aussi privilégie-t-il, pour délimiter la classe ouvrière, le rôle de la division entre travail manuel et travail intellectuel : il en ressort que les employés de banque ou du commerce, même s'ils tendent à rejoindre le travail manuel, demeurent originellement liés au travail intellectuel ; ce qui les exclut de la classe ouvrière. Mais plus la définition du prolétariat se trouve réduite, plus est nié le processus de prolétarianisation des employés, et plus s'enfle et prend d'importance en tant que classe la petite bourgeoisie, au sein de laquelle Poulantzas distingue une fraction nouvelle : la nouvelle petite bourgeoisie (NPB). Il se contente de préciser que les différentes composantes de cette NPB entretiennent des rapports différenciés avec la classe ouvrière proprement dite : les travailleurs de commerce seraient ainsi très proches du prolétariat des transports, d'autant plus que les femmes salariées y sont importantes et qu'elles sont souvent, constate Poulantzas, rattachées par leur mari ouvrier (en quelque sorte « conjugalement ») à la classe ouvrière.

Or, l'analyse marxiste du travail productif ne vise pas d'après nous à fournir un critère de définition des classes sociales<sup>2</sup>. Même si cette définition est restée frustrée par le non-achèvement du troisième livre du *Capital*, elle paraît mobiliser plusieurs critères. Lénine, pour sa part, en met en avant au moins trois lorsqu'il définit les classes comme de « vastes groupes d'hommes qui se distinguent par la place qu'ils occupent dans un système historiquement défini de production sociale ; par le rapport, la plupart du temps fixé et consacré par les lois, vis-à-vis des moyens de production ; par leur rôle dans l'organisation sociale du travail ; donc par les modes d'obtention et la part des richesses sociales dont ils disposent ». Plusieurs critères donc : propriété ou non des moyens de production, place dans l'organisation et la division du travail ; forme et montant du revenu ; dont aucun n'est suffisant. C'est à partir de cet ensemble de critères que nous parlons de prolétarianisation des employés (dans le commerce, la santé, les banques, la Sécurité sociale). Cette tendance se manifeste de bien des façons. Par l'égalisation des conditions de scolarisation, de logement, de salaire (dans certains cas même au détriment des employés), de sécurité d'emploi, entre ouvriers et employés. Elle se traduit même sur le plan culturel et vestimentaire. Elle s'exprime et se vérifie encore dans le domaine des luttes (grèves des banques, des grands magasins) et des taux de syndicalisation. À la Fiat, à partir de 1969, l'unification des ouvriers et employés sur la base de la revendication d'augmentation uniforme a sanctionné le renversement de la muraille qui traditionnellement les divisait.

Le critère d'analyse des classes sociales retenu par Poulantzas apparaît donc restrictif et erroné d'un double point de vue, historique et théorique. Il en résulte que la nouvelle petite bourgeoisie devient chez lui une force considérable de plusieurs millions de salariés qui pose au prolétariat un problème central d'alliance de classes. Cette démarche dangereuse peut aboutir à une nouvelle version des vieilles stratégies étapistes sur la base d'une « alliance démocratique » du prolétariat et de la nouvelle petite bourgeoisie. Les positions

~~ultérieurement exprimées par Poulantzas dans son livre sur la chute des dictatures et sur la question de l'indépendance nationale semblent justifier ces craintes<sup>3</sup>.~~

Duménil, de son côté, a le mérite de reprendre avec sérieux la discussion théorique sur la notion de travail productif et sa fonction. En revanche, pas une seule fois il ne confronte son analyse à la réalité empirique, à l'étude concrète de la division du travail, à une estimation chiffrée (même approximativement) des fractions de classe qu'il délimite. Il aboutit ainsi, par un cheminement différent, à des conclusions proches de celles de Poulantzas. Il argumente fondamentalement à partir de la délégation progressive des fonctions de l'entrepreneur-propriétaire initial à un personnel complexe et ramifié d'encadrement (gestion, comptabilité, organisation du travail) :

« La personnalité du capitaliste connaît de cette façon un processus de dédoublement » et la répartition de ses rôles se transforme progressivement « d'une séparation occasionnelle en une séparation générale ».

Il ne fait là que reprendre et développer des constatations déjà fort anciennes, que développait depuis 1919, bien avant Burnham et Rizzi, Thorstein Veblen :

« Les capitaines financiers [...] ont perdu le contact avec la direction des procédés industriels en même temps que l'administration des entreprises passait aux mains d'un corps de bureaucrates salariés »<sup>4</sup>.

Duménil en conclut que « le groupe des cadres et employés, considéré dans son ensemble, apparaît de plus en plus comme le substitut du capitaliste. Il constituerait à ce titre une fraction nouvelle de la bourgeoisie ». Amalgame pour le moins hasardeux qui jette pêle-mêle cadres supérieurs et simples employés dans les rangs de cette nouvelle petite bourgeoisie, dont Duménil nous dit qu'elle aspire à jouer un rôle dirigeant :

« La force petite-bourgeoise traditionnelle s'exprime dans la haine du groupe monopoliste, l'expropriateur ; la force nouvelle dans l'apologie de la planification, d'une autogestion qui, sous déguisement prolétarien, tend en fait à consacrer la primauté d'un groupe nouveau. »

Enfin, s'il consent à constater que la polarisation entre cadres et employés semble faire basculer les premiers du côté de la bourgeoisie et les seconds du côté du prolétariat, c'est pour balayer aussitôt la difficulté. Cette polarisation ne refléterait qu'une querelle de famille dont l'enjeu est le partage de la plus-value produite par les seuls ouvriers : « Ce partage des avantages acquis n'a aucune raison de s'opérer de façon harmonieuse, non antagonique. » Il s'agit donc, entre cadres et employés, d'une « contradiction interne à cette nouvelle petite bourgeoisie » ; une contradiction secondaire, en quelque sorte, aurait dit feu le président Mao !

Baudelot et Establet, à la différence de Duménil, accordent la plus grande attention à l'étude empirique des faits. Ils recourent en particulier à un examen détaillé de la hiérarchie salariale. Ils constatent que l'échelle des salaires n'est pas uniformément graduée, mais qu'elle est scandée par des pôles. Avec deux pôles principaux : l'un supérieur à 6 000 F par

mois (en 1969) et l'autre inférieur à 2 000 F, qui est celui des ouvriers et employés. Entre ces deux pôles, une fracture. À ce premier constat, ils en adjoignent d'autres : entre 1956 et 1969, les salaires des cadres ont progressé de 269 %, ceux des employés de 167 % seulement ; à la différence des salaires ouvriers, les salaires des cadres ne varient pratiquement pas en fonction de la branche (textile ou électronique pour prendre les cas extrêmes) ; la croissance du salaire de l'OS décélère au fur et à mesure que l'âge avance, alors que le salaire du cadre connaît une croissance permanente, ce qui indiquerait un rapport différent à la force effective de travail et à son usure... Conclusion des auteurs : il rentre dans les salaires des ITC non seulement ce qui est socialement nécessaire à la reproduction de leur force de travail, mais encore une part de la plus-value extorquée par le Capital aux exploités, qui serait « rétrocedée » aux ITC en échange de leurs loyaux services. Pour pousser leur démonstration, Baudelot et Establet se risquent alors à une estimation chiffrée de ce qui est socialement nécessaire à la reproduction de la force de travail d'un ouvrier qualifié en 1969. Résultat : 2 200 F. D'où il ressort que tout salaire supérieur à cette barre comporte de « la plus-value rétrocedée » et que cette plus-value constituerait 40 % du salaire d'un ingénieur gagnant 3 800 F !

Il est évident que la démonstration pêche par la base. L'analyse des classes sociales (mais aussi de l'exploitation et la formation du salaire) ne saurait partir que des rapports d'ensemble entre groupes sociaux dans une société donnée, et non du face-à-face quasi individuel entre patron et salarié. Elle ne saurait partir que de la production de la plus-value et non de la répartition d'une plus-value dont on ne sait plus qui l'a produite et ce qu'elle représente.

L'important, c'est que Baudelot et Establet arrivent à partir de l'analyse de la hiérarchie sociale (tout comme Poulantzas à partir de sa définition du travail productif) à une délimitation restrictive du prolétariat et, en contrepartie, à une définition très large de la petite bourgeoisie. Même s'ils en relèvent l'hétérogénéité lorsqu'ils la décomposent en trois fractions : les petits possédants, les fonctionnaires d'État, les ingénieurs et cadres, chacune ayant partie liée de façon spécifique avec la bourgeoisie (les petits possédants par leur attachement à la propriété, les fonctionnaires par leur identification aux fonctions de l'État et les ingénieurs et cadres par leur lien à la hiérarchie et à la division du travail). Baudelot et Establet en concluent que, malgré son importance numérique, cette petite bourgeoisie, ancienne ou nouvelle, est trop composite pour représenter un allié efficace du prolétariat, et qu'il vaut mieux en rester à une politique d'alliance entre le prolétariat et la paysannerie (sur l'évolution de laquelle ils n'ont cependant pratiquement rien dit dans les trois cents pages de leur livre !).

Les économistes du PCF, enfin, dans les deux volumes consacrés à l'étude du capitalisme monopoliste d'État, se contentent, dans un vocabulaire des plus approximatifs, de souligner « l'importance des couches intermédiaires salariées », tout en précisant : « Les couches intermédiaires ne constituent pas une ou plusieurs classes sociales au sens strict du terme. Il n'y a pas de classe moyenne mais un ensemble de couches sociales différenciées qui se situent dans une position intermédiaire. » Ainsi le tableau qu'ils donnent de la répartition de la population active ne prend en compte que quatre catégories : la classe ouvrière (44,5 %), les « couches intermédiaires salariées » (30,5 %), les couches intermédiaires non salariées (21,5 %) et les patrons (4 %). Il saute aux yeux que, mise à part la classe ouvrière, toutes les autres classes sociales ont disparu au profit de simples catégories sociologiques. La bourgeoisie n'apparaît même pas, mais seulement 4 % de « patrons ». Le but d'une telle manipulation est double : montrer que le prolétariat et ses alliés peuvent représenter électoralement jusqu'à 96 % de la population active (à la seule exclusion des

patrons, et encore pas tous !), tout en conservant une définition suffisamment limitative de la classe ouvrière pour faire du PCF son seul représentant politique (le PS n'étant dans cette optique qu'un vague parti des « couches intermédiaires »). Cette dernière idée joue un rôle important dans la représentation de soi qu'entretient le PC et qui fonctionne comme noyau de « l'esprit de parti » dont dérivent les mécanismes d'autodiscipline interne. C'est pourquoi il importe pour le PCF que la classe ouvrière continue à s'identifier aux couches du prolétariat dont il est traditionnellement le principal organisateur. Cela vaut bien quelques indéfinitions théoriques du type : « D'un point de vue de classe, employés, techniciens, chercheurs se trouvent dans une position intermédiaire qui les rapproche de plus en plus de la classe ouvrière avec laquelle ils ne peuvent cependant pas se fondre actuellement. » Tous ces gens-là en deviennent-ils inclassables ?

### **3. Quelques extrapolations planétaires à partir de la petite bourgeoisie**

Bien avant que s'ouvre « l'ère des managers » de Burnham et que n'émerge la « technostructure » de Galbraith, Veblen avait décelé dans ce qu'il appelait « les ingénieurs » une nouvelle classe ascendante : « Il n'y aurait pas grand sens à se demander comment, quand, à la suite de quoi, et avec quelles conséquences la corporation des ingénieurs sera amenée à comprendre qu'ils constituent une corporation et que le sort des peuples civilisés se trouve déjà entre leurs mains. Mais, d'ores et déjà, il est assez évident que les conditions industrielles et les conceptions prédominantes parmi les ingénieurs poussent à une telle fin. » Il voyait même en eux une véritable avant-garde sociale derrière laquelle pourraient se regrouper « les légions aux mains rudes de l'armée industrielle ». La raison est que les ingénieurs « ne constituent pas par leur nombre et leur manière habituelle de voir un corps aussi hétérogène et peu maniable que les fédérations d'ouvriers dont les efforts ont été vains pour l'essentiel en raison de leur nombre et de la dispersion de leurs intérêts. » Au lendemain de la révolution russe, la vision de Veblen oscillait donc encore entre deux hypothèses : celle de l'avènement d'une nouvelle classe dominante et celle d'une nouvelle direction sociale qui pourrait se lier organiquement à la classe ouvrière.

Face à la contre-révolution stalinienne, les ultragauches allemands, Pannekoek en tête, ont retenu la première hypothèse, voyant dans la révolution russe la révolution petite-bourgeoise des temps modernes : lorsque la bourgeoisie classique a trop tardé à prendre le pouvoir, la petite bourgeoisie des fonctionnaires et des technocrates lui damerait le pion en s'appropriant l'appareil d'État et en se servant de la piétaille prolétarienne comme d'un marchepied.

Quant à la seconde hypothèse, on en retrouve la trace sous des formes variées dans les thèses de la sociologie moderniste sur la « nouvelle classe ouvrière », dans les écrits de Bon et Burnier<sup>5</sup>. Enfin, dans la version réformiste des thèses autogestionnaires.

Il faut bien voir sur quoi débouche une théorie du développement massif d'une nouvelle petite bourgeoisie. À partir du moment où l'idée est admise, on est tenté d'en voir partout la présence multiforme : dans la prolifération des bureaucraties industrielles et administratives des pays capitalistes, mais aussi à la tête de l'Union soviétique aujourd'hui (demain peut-être de la Chine...), et encore incrustée dans les appareils d'État néocoloniaux d'Afrique. Il faudrait un autre article pour mesurer toutes les conséquences planétaires d'une telle démarche. Duménil semble prêt à les assumer lorsqu'il écrit en

conclusion de son essai : « Le rapport cadre-employé apparaîtrait ainsi comme l'expression propre à l'étape capitaliste d'un antagonisme nouveau, préfiguration éventuelle d'une société de classes où l'indiscutable primauté de la contradiction précédente (entre bourgeoisie et prolétariat) pourrait être remise en cause. » C'est d'ailleurs à la lumière de cette hypothèse théorique qu'il avance quelques éléments d'analyse de l'URSS. Mais une telle révision doit inévitablement déboucher sur une cascade d'autres révisions, qui portent aussi bien sur la théorie marxiste des classes que sur les pronostics fondamentaux du marxisme.

Fougeyrollas<sup>6</sup> sent bien cette difficulté, mais il s'avance trop pour pouvoir contourner l'obstacle. Pour lui, la notion de secteur tertiaire sert en fait à masquer le processus massif de prolétarianisation des employés. Néanmoins, la nouvelle petite bourgeoisie existe, qui regroupe les cadres du privé et du public ; et c'est une classe en expansion. Comme Fougeyrollas ne veut pas revenir sur le caractère prolétarien de la révolution d'octobre, il ne peut analyser la bureaucratie stalinienne comme l'héritière légitime du bolchevisme mais comme une nouvelle petite bourgeoisie en formation : « Faute de pouvoir s'ériger en nouveaux bourgeois, les cadres bureaucratisés et technocratisés de la Russie stalinienne sont devenus des petits bourgeois. » Le hic, c'est qu'on imagine mal une petite bourgeoisie suspendue en l'air, qui ne soit adossée à une bourgeoisie franche et forte. Fougeyrollas résout la contradiction d'un point de vue planétaire. Nulle part il n'existe de « pouvoir de classe effectivement petit bourgeois », mais le pouvoir international réel est celui de l'impérialisme. C'est à ce pouvoir que s'arc-boute la petite bourgeoisie : la contre-révolution est bourgeoise, mais les agents en sont par excellence les petits bourgeois. « À travers toutes les formes du parti unique, écrit Fougeyrollas, une fraction de la petite bourgeoisie a accédé au gouvernement » (dans le cas du fascisme, de l'URSS, des colonies). Si l'on admet l'existence mondiale d'une petite bourgeoisie aussi puissante, qui « tend à s'ériger en classe dominante », alors il faut réviser les fondements programmatiques même du mouvement trotskiste, à commencer par la théorie de la révolution permanente. La menace de la petite bourgeoisie devient omniprésente, dans les luttes de libération nationale, dans les groupes d'extrême gauche en rupture avec le réformisme, dans le mouvement des femmes, des jeunes, etc. Elle est porteuse de régimes dictatoriaux et totalitaires puisque « condamnée à osciller, constate Fougeyrollas, la petite bourgeoisie ne peut gouverner dans le cadre d'une pluralité des partis s'affrontant au Parlement ». Le paradoxe est là : le prolétariat, dont le développement et le renforcement devraient être le corollaire de l'extension mondiale de la domination impérialiste et de la généralisation des rapports marchands, se trouverait menacé par une petite bourgeoisie omniprésente disposant à travers les États soviétique et chinois de moyens contre-révolutionnaires colossaux. On comprend dès lors que l'organisation à laquelle appartient Fougeyrollas ait analysé le processus révolutionnaire de 1975 au Portugal comme un affrontement entre démocratie et dictature, plutôt que comme l'une des premières escarmouches en Europe entre la révolution prolétarienne montante et la contre-révolution !

#### **4. La classe ouvrière : développement massif et différenciations profondes**

Il faut donc commencer par répondre à la question de la tendance générale : renforcement du prolétariat ou apparition à ses côtés d'une nouvelle classe ascendante ? La tendance générale n'est pas au développement massif d'une nouvelle classe historique hors du prolétariat mais au développement du prolétariat lui-même. C'est ce que répondait Mandel

en 1970 dans une polémique avec Garaudy (alors encore membre du BP du PCF) : « Il n'est pas secondaire de déterminer la tendance fondamentale qui se dégage de la troisième phase du capitalisme, du point de vue de l'alignement des forces sociales. Est-ce l'apparition à côté de la classe ouvrière d'une force sociale de plus en plus importante, celle des intellectuels, dont Garaudy dit lui-même qu'il s'agit d'une catégorie très diverse ? Ou est-ce l'intégration dans la classe ouvrière d'une partie croissante des anciens étudiants ayant terminé ou non leurs études ? Les électroniciens - c'est-à-dire ceux qui produisent des marchandises à l'aide de moyens de production télécommandés et automatisés - sont-ils des producteurs de plus-value exactement comme ceux qui manient des pelles mécaniques ou des grues ? Nous répondons évidemment oui »<sup>7</sup>.

Cette réponse n'est pas secondaire d'un point de vue programmatique parce que la réponse inverse offre tous les alibis possibles et imaginables à une tactique d'alliance qui, sous le nom de « nouveau bloc historique » ou d'alliance « antimonopoliste », subordonne la lutte pour le socialisme à la lutte immédiate pour la seule « démocratisation » de l'État et de la société.

Maintenant, quelles sont les transformations effectives liées à la troisième phase du capitalisme ?

Il y a notamment accélération du cycle de reproduction du capital et de la transformation de la marchandise en argent ; il en résulte un essor massif numérique des employés du transport, du commerce, de la banque...

Il y a division accrue, et de plus en plus complexe, du travail, avec intégration tendancielle des travailleurs intellectuels au travailleur collectif.

Revenons sur chacun de ces points :

Dans les *Théories sur la plus-value*, Marx recense les grandes catégories de travailleurs productifs, au nombre de quatre : travailleurs de l'extraction, de l'industrie, des transports, et salariés agricoles. Il n'y inclut donc pas les travailleurs du commerce ou des circuits de crédit. Il indique néanmoins : « Bien que le travail non payé de ces commis ne crée pas de plus-value, il procure au capitaliste commercial de la plus-value », puisque leur exploitation est pour lui le moyen de se procurer une fraction de la plus-value produite ailleurs, et extorquée par le capitaliste industriel. Pour ce capitaliste commercial, le travail non payé de ses employés est source de profit ; les employés sont des travailleurs exploités qui ramènent du profit à leurs exploités. Il n'y a donc aucune raison d'exclure ces travailleurs indirectement productifs du prolétariat.

Le phénomène de l'ingénieur, même s'il n'avait pas alors l'ampleur qu'il connaît aujourd'hui, n'était pas ignoré de Marx. Pour lui, il suffisait, pour être productif, d'être un organe du travailleur collectif, sans mettre forcément soi-même la main à la pâte (matériellement s'entend). On peut vérifier là encore, au détriment de Poulantzas, que ce n'est pas le caractère productif du travail fourni qui définit l'appartenance à la classe ouvrière. En effet, si l'ouvrier et l'ingénieur appartiennent au même travail collectif et collectivement productif, ils ne font pas pour autant partie automatiquement de la même classe sociale. Pour reprendre les critères énumérés par Lénine, ils ne jouent pas le même « rôle dans l'organisation sociale du travail », et « l'importance de la part des richesses sociales dont ils disposent » peut être très différente. La seconde différence traduisant et confirmant la première.



Le problème vient de ce qu'il est pratiquement impossible de départager dans l'activité du cadre ou de l'ingénieur de production ce qui relève de fonctions techniques et ce qui relève de fonctions sociales (d'encadrement, d'embrigadement, de discipline). Mais à l'époque où le patron (le propriétaire des moyens de production) était lui-même un technicien actif au milieu de ses salariés, il n'en était pas moins un patron, autrement dit un bourgeois. La fonction des ingénieurs et cadres dans la division capitaliste du travail est donc double : elle participe de la production et de l'organisation du procès d'exploitation en même temps. Les thèses du premier congrès de la LCR<sup>8</sup> concluaient en ces termes le débat sur la caractérisation de classe des ITC :

« L'essor du capitalisme industriel, le rythme accéléré de l'innovation technologique, la multiplication des tâches de gestion ont suscité le développement de catégories professionnelles que les statistiques officielles regroupent confusément dans la catégorie des ingénieurs, techniciens et cadres. Parmi les deux millions de salariés que groupe cette catégorie, une partie n'est en fait qu'une fraction de gros actionnaires ou de grands commis de la bourgeoisie déguisés en salariés. Une autre fraction ne constitue en fait, notamment parmi les techniciens, qu'une couche hautement qualifiée du prolétariat. Mais il reste toute une partie importante de ces catégories qui, par sa place dans la division du travail, s'intègre au travail collectif tout en remplissant un rôle de surveillance et d'organisation du travail, qui en fait en partie un agent du procès d'exploitation de la force de travail du prolétariat. C'est à ce titre que l'on peut parler d'une nouvelle petite bourgeoisie. »

Ainsi définie, cette NPB ne regrouperait que quelques centaines de milliers de salariés ou à peine plus d'un million en y incluant les enseignants du secondaire et du supérieur (il faut noter que tant par le montant de leur revenu que par leur place dans la reproduction de la division du travail, les instituteurs connaissent eux aussi un processus de prolétarianisation). C'est en tout cas un phénomène secondaire par rapport au développement massif du prolétariat, même s'il n'est pas sans conséquence au niveau du problème pratique de revendications et de formes d'organisation.

## **II. Qualification, conscience et identité de classe**

Si notre analyse de l'évolution des classes sociales nous conduit à reconnaître dans la croissance même du prolétariat le phénomène majeur, nous devons en conclure que le premier problème et la première tâche résident dans l'unification du prolétariat lui-même. En effet, le processus objectif de prolétarianisation que connaissent certaines couches d'employés ne s'accompagne pas automatiquement de la prise de conscience de leur nouvelle position de classe. La conscience de classe, l'appartenance revendiquée à la classe ouvrière n'est pas une donnée spontanée mais le résultat d'une histoire et d'une lutte, à travers lesquelles se construit le mouvement ouvrier.

En un mot, l'unification de la classe, la conquête de son identité, le développement de sa conscience sont l'enjeu d'un combat. D'un combat difficile.

L'un des postulats les plus repris par les camarades qui tentent de définir une « stratégie autogestionnaire », en rupture avec ce qu'ils considèrent comme de vieux modèles, c'est l'élévation qualitative du niveau culturel des masses exploitées. Ils déduisent mécaniquement du développement technologique un développement correspondant des niveaux de qualification, de culture et de conscience des travailleurs. Il y a amalgame et confusion. Le problème est en réalité beaucoup plus compliqué. Pour au moins trois raisons.

## 1. Crise de la notion de sujet

Tous les classiques du marxisme ont décrit le rôle de la classe ouvrière dans la transformation révolutionnaire de la société comme celui d'un sujet, d'un sujet conscient de lui-même. Les images à ce propos abondent ; il suffirait pour s'en convaincre de les recenser dans *l'Histoire de la révolution russe* de Trotski. Quant au parti, il a vocation, chez Lénine, à introduire du dehors la conscience dans la classe<sup>9</sup>. Il est donc par excellence le levain et l'anticipation de ce sujet conscient de lui-même.

Or, cette référence au « sujet », dont la fonction va bien au-delà de la métaphore, reproduit assez fidèlement la représentation de la subjectivité dans la psychologie bourgeoise classique, prépsychanalytique, celle que Politzer, dès 1928, déchirait à belles dents dans sa *Critique des fondements de la psychologie*. Il est pour le moins étonnant que la « conscience de classe » ait donné lieu à autant de thèses et débats dans le mouvement ouvrier sans que jamais soit fouillé avec autant d'attention le « ça » de cette conscience, sans que jamais personne ne se soit penché sérieusement sur la dialectique possible entre cette conscience et son inconscient. En soulignant cette absence, il s'agit seulement de remarquer à quel point la théorie de la conscience de classe s'affirme d'emblée comme apologie de la bonne conscience, dans laquelle fonctionne à plein l'équation classique entre sujet, conscience et raison. Il y a là une problématique cohérente qui va de pair avec une vision messianique du rôle historique du prolétariat.

Or, il y a belle lurette que la subjectivité et l'individualité bourgeoises triomphantes du siècle passé sont entrées en crise profonde. Cette crise est perçue avec clairvoyance par Jean-Marie Vincent : « C'est en réalité l'individualité bourgeoise qui devient problématique en tant que telle, aussi bien dans ses prétentions de monade à la maîtrise de ce qui constitue la personnalité que dans sa négation de la socialité et de l'objectivité des relations sociales. Dans de très nombreux cas, la conscience de soi de l'individu de la société bourgeoise triomphante, toujours à la recherche de sa propre unité et d'un accord permanent avec le monde par-delà tous les déchirements, fait place à un abandon apparent aux pulsions les plus diverses et à une acceptation d'attitudes et de positions successives parfaitement contradictoires. La conduite de la vie selon les règles de l'ascèse et du renoncement pour accéder aux valeurs suprêmes – réussite sociale, élévation spirituelle au-dessus des contingences matérielles sordides – est ainsi remplacée par l'affirmation des besoins du moment, l'aspiration du moi à la communication sans entraves, les tentatives pour participer à des échanges communautaires sans aucune contrainte sociale »<sup>10</sup>. En somme, l'abandon à la souveraineté du désir, la négation du sujet au profit d'un faisceau de pulsions n'est en rien un dépassement dialectique de la vieille personnalité privatisée par la société marchande, mais son simple envers, son retournement.

« En ce sens, poursuit Vincent, le rejet de la vieille défroque de l'individu

prétendument autocontrôlé ne signifie pas que la lutte est véritablement engagée contre la personnalité en tant qu'individualité mutilée, en tant qu'isolat social. Il ne signifie pas non plus que la socialisation véritable, non antagonique, des individus apparaît véritablement à l'horizon. Pour cela, il faudrait, entre autres, une modification considérable des conditions de production et d'échanges symboliques que seul un grand mouvement d'auto-organisation des travailleurs pourrait promouvoir. On est, autrement dit, renvoyé au problème du renouvellement politique du mouvement ouvrier, mais cela ne doit pas cacher les effets profonds de cet éclatement de l'individualité bourgeoise sur l'équilibre social ; le matériau humain nécessaire pour la reproduction du rapport social est de moins en moins utilisable » (*ibid.*).

Cela ne veut pas dire qu'il faille renoncer au concept de conscience de classe, mais, à coup sûr, qu'il faut le passer au crible de la critique.

En effet, il y a bien derrière cette question de la conscience de classe l'une des dimensions centrales de la révolution socialiste, que nous avons maintes fois traitée<sup>11</sup>. Le socialisme oppose bel et bien l'utilisation consciente et planifiée des ressources en vue de la satisfaction de besoins sociaux collectivement définis aux automaticités aveugles du marché et à leur régulation *a posteriori*. En ce sens précis, le marxisme fait passer dans le domaine pratique non seulement le vieux projet cartésien d'appropriation de la nature, mais encore les vieux mythes humanistes de la maîtrise de soi. Cette conscience collective à l'œuvre dans la démocratie et la planification socialiste résulte des conditions même d'émancipation du prolétariat qui, enfermé dans le cercle vicieux de l'exploitation capitaliste et de l'aliénation, ne peut le briser que par une action collective s'assignant pour but la conquête du pouvoir politique. C'est la première fois qu'une classe dominée sur tous les plans (économique, culturel, politique) s'organise de façon prolongée pour briser ses chaînes et sortir de sa condition, la première fois qu'elle fait de la révolution une transformation sociale voulue et préparée, qui dépasse la révolte sporadique. La révolution socialiste commence avec la conquête du pouvoir politique alors que la révolution bourgeoise s'achève par cette conquête, qui couronne une domination économique et culturelle déjà instaurée. Ce qui permet à la classe ouvrière de briser le cercle vicieux et d'en sortir, c'est sa propre existence comme producteur collectif.

Il existe donc un lien dialectique entre la construction du mouvement ouvrier et la construction d'une conscience sociale, collective, sur laquelle débouche le renversement de la domination capitaliste. Mais cette conscience ne s'oppose pas à une non-conscience, elle n'est pas la raison d'une déraison. Elle est un processus social. C'est pourquoi il serait dangereux, par le jeu du vocabulaire, de la concevoir comme la réplique ou la projection collective du sujet individuel de la psychologie classique. En effet, une telle conception ne peut aboutir qu'à ériger la conscience (et par voie de conséquence le parti ou l'État censés l'incarner) en juge de tout ce qui n'est pas elle. On entrevoit tout ce qu'une telle représentation peut avoir de rassurant du point de vue d'un certain exercice du pouvoir.

Il faut enfin ajouter que la crise de représentation de la subjectivité individuelle bourgeoise a déjà rejailli, comme il était inévitable, sur la propre représentation de soi du mouvement ouvrier et de ses composantes.

## 2. L'identité problématique du prolétariat

---

De l'existence objective d'une classe à son expression consciente il y a donc tout l'écart d'une lutte, d'un processus historique complexe. Force est de constater que l'identité du prolétariat comme classe (le sentiment de ses membres de lui appartenir en tant que communauté) est problématique.

Le prolétariat n'est jamais apparu comme une unité spontanément constituée. Il a dû se définir dans sa lutte, par-delà son hétérogénéité et ses différences. Certaines couches ont joué en son sein le rôle de catalyseur de la conscience de classe ou d'avant-garde sociale. Le profil des militants qui ont construit à la fin du siècle dernier les organisations ouvrières est souvent comparable : des ouvriers qualifiés, arrachés à l'artisanat ou au compagnonnage, autodidactes (des ouvriers du livre, des typographes, des graveurs, des ébénistes ; que l'on consulte la liste des morts de la Commune). Plus tard, au début de ce siècle, on retrouve cette couche d'ouvriers qualifiés et autodidactes, cheminots et mécaniciens, mais dans l'industrie métallurgique (les dirigeants ouvriers de Berlin et Hambourg en 1919, ceux de Turin). Aujourd'hui encore, bien que de façon plus complexe, on retrouve la trace de phénomènes analogues dans le prolétariat espagnol et basque. La dictature a étouffé toute vie culturelle pendant des années, elle a freiné la mutation universitaire et les mécanismes de promotion/sélection sociale : on retrouve, à la tête des luttes, des prolétaires autodidactes qui n'ont pas subi les mêmes processus d'acculturation par le biais des institutions bourgeoises ou des organisations professionnelles. Au Pays Basque, on peut même constater, dans le prolétariat de formation récente, que les ouvriers d'origine rurale y ont directement introduit leurs traditions villageoises, communautaires et culturelles.

Dans un pays comme la France, la classe ouvrière est profondément différenciée, de l'OS au technicien en passant par l'employé des services ; le développement urbain et l'organisation des loisirs ont brisé les liens communautaires, et fonctionné comme une immense machine d'atomisation sociale. Il faut ajouter à cela l'importance accrue de la main-d'œuvre féminine (qui atteint maintenant 39 % de la population active) et surtout l'essor de l'immigration (dans certaines usines on trouve jusqu'à vingt nationalités différentes, sans que le regroupement par nationalité s'articule forcément avec l'organisation unitaire de la classe en tant que telle).

Dans une classe ouvrière aussi stratifiée et différenciée socialement, culturellement, organisationnellement, il est difficile de cerner la couche susceptible de jouer le rôle de catalyseur. Les démarches sociologiques s'en sont montrées en tout cas incapables. Aussi bien celles, populistes, qui ont voulu faire des plus exploités (OS, immigrés) l'avant-garde sociale de la classe (chez les maoïstes), que celles qui ont cru la découvrir dans la « nouvelle classe ouvrière » des ingénieurs et des techniciens.

Cette différenciation sociale du prolétariat est encore aggravée par sa condition culturelle. Ici, nous touchons à l'une des grandes naïvetés de la thèse défendue par les partisans d'une « stratégie autogestionnaire ». Ils soulignent l'élévation du niveau de qualification et du niveau culturel du prolétariat. Du niveau de qualification, c'est sans aucun doute globalement vrai, à condition que l'on n'ignore pas les contre-tendances : nous avons vu que dans toutes les branches, sauf la chimie, le rapport numérique OS/OQ s'était modifié en faveur des premiers. Du niveau culturel, c'est aussi globalement vrai si on prend en compte les conditions générales d'alphabétisation et d'hygiène. Mais c'est beaucoup plus discutable du point de vue de l'expression d'une autonomie culturelle qui participe fondamentalement à la constitution de la conscience de classe.

Dans *Le Troisième Âge du capitalisme*, Mandel dégage avec lucidité les racines profondes de cette perte d'autonomie culturelle :

« Les conquêtes culturelles du prolétariat (livres, journaux, formation culturelle, sport, organisation), garanties effectivement par l'essor et les luttes du mouvement ouvrier moderne, perdent les caractéristiques de volontariat, d'indépendance et d'autonomie vis-à-vis du procès de production et de circulation marchandes capitalistes qu'elles avaient acquises à l'époque de l'impérialisme classique (en Allemagne surtout dans la période 1890-1933). Elles se trouvent de plus en plus incorporées à ces procès – livres produits par des éditions commerciales –, presse de masse et télévision à la place de la presse socialiste ; entreprises commerciales de vacances et de loisirs et sport commercialisé à la place de la libre formation dominée par les organisations de la jeunesse ouvrière, du sport et de la culture, etc. Avec la récupération de la production et la circulation marchande capitalistes des besoins culturels du prolétariat, c'est une reprivatisation profonde de la sphère des loisirs de la classe ouvrière qui se produit. Elle représente une rupture brutale avec la tendance à l'élargissement des activités collectives ou solidaires, c'est-à-dire de l'auto-activité du prolétariat, à l'époque du capitalisme de la libre concurrence et de l'impérialisme classique »<sup>12</sup>.

À la charnière du début du siècle, le prolétariat industriel s'est érigé en continuateur d'une tradition communautaire attaquée par la généralisation de la production marchande. Le mouvement ouvrier s'est construit, dans le cas le plus typique de la social-démocratie allemande, en véritable contre-société de solidarité et de résistance, avec ses caisses, ses associations, ses éditions, ses universités et sa vie culturelle. Sans atteindre ce degré d'organisation, il a, dans les autres pays d'Europe, multiplié ses propres condensateurs sociaux, du plus élémentaire (le bistrot) aux maisons du peuple et bourses du travail, en passant par les *aténéos* en Espagne.

Cette autonomie culturelle s'est trouvée doublement attaquée. D'abord par les mécanismes d'intégration à l'appareil d'État (à travers les conquêtes municipales et leur gestion réformiste, l'évolution de la scolarisation, le quadrillage des appareils culturels d'État...), mais plus fondamentalement par l'emprise croissante de la production marchande sur le produit culturel (reproduction de série au caractère contradictoire, commercialisation). Il ne suffit pas de constater cette « privatisation de la sphère » culturelle dont parle Mandel, qui démembré et atomise la communauté ouvrière, il faut aussi mesurer ses répercussions sur le contenu de la production et de l'activité culturelle. Plus le livre s'intègre à la circulation des marchandises, plus il est soumis aux conditions générales du capital, à commencer par l'impératif de sa rotation rapide. C'est ainsi que se multiplie sur le marché le livre-événement, le livre-document, le livre-témoignage, lancé par un fort pilonnage publicitaire et qui doit être écoulé dans les deux mois. La structure de commercialisation obéit aux mêmes lois, en amplifiant les phénomènes de consommation de masse et en démultipliant l'effet publicitaire.

Cette régression culturelle n'est pas due seulement à des conditions objectives (il y aurait alors de quoi désespérer) mais tout autant à des raisons historiques sur lesquelles nous allons revenir. Mais nous ne pouvons pas, après une manifestation, ne pas nous interroger sur le peu d'inventivité collective du mouvement ouvrier au cours des trente dernières années, et même à l'issue d'une grande expérience de masse comme 1968. Il est normal et

même fondamental de revendiquer une histoire et une mémoire du mouvement ouvrier, d'en affirmer la continuité à travers ses symboles (chants, insignes). Mais comment ne pas s'inquiéter du fait que la presque totalité de nos chants soient au moins quinquagénaires ? Que le passé pèse d'un tel poids sur le présent ?

On se rassurerait à trop bon compte en pronostiquant que le mouvement ouvrier connaîtra sa renaissance culturelle avec la remontée de ses luttes de masse. C'est évidemment vrai, mais la lutte culturelle au sens large n'est pas un simple sous-produit de la lutte de classes, elle en est un élément actif, constitutif de la conscience de classe elle-même, un test des capacités du prolétariat à conduire la transition vers une société différente. Il ne fait aucun doute que la perte d'autonomie culturelle et la crise d'identité du prolétariat (qui vont de pair) ne résultent pas d'un simple déterminisme social. Il est clair que la période qui s'est écoulée depuis la dernière guerre y est pour beaucoup, dans la mesure, où, en pleine phase d'expansion sans précédent du capitalisme, elle a permis une large diffusion des valeurs bourgeoises, un apaisement temporaire des conflits de classe, une intégration relative des revendications ouvrières, une dilution des frontières de classe. Les transformations et les différenciations internes au prolétariat ont d'autre part contribué à en brouiller l'image archétypale (vestimentaire par exemple) qui fonctionnait aussi comme moyen de reconnaissance, comme signe d'une appartenance commune.

Mais le problème n'est aussi aigu que parce que les propres partis de la classe ouvrière, pour des raisons différentes, ont capitulé dans cette bataille. D'abord, en ce qui concerne les partis staliniens, pour une raison historique : ils ne voulaient garder de l'histoire du mouvement ouvrier que le rituel, et non la mémoire de la lutte concrète et de la théorie ; ils avaient besoin d'enterrer dans leur jardin le cadavre des révolutions trahies et défigurées. De sorte qu'aujourd'hui, en bien des pays et régions d'Europe, cette histoire oubliée, refoulée, bâillonnée est à redécouvrir, à reconstituer contre l'historiographie officielle des partis réformistes ; c'est une archéologie des luttes et des acquis qui participe de la reconquête d'une identité prolétarienne<sup>13</sup>.

D'autre part, les partis réformistes sont le véhicule de l'idéologie dominante dans la classe ouvrière. C'est une vérité générale qui s'applique particulièrement au problème de l'autonomie culturelle (qu'il ne faut pas confondre avec la formation d'une culture prolétarienne, c'est une question sur laquelle nous reviendrons dans un autre article). L'adhésion du PCF au Front populaire a marqué une spectaculaire adhésion aux valeurs bourgeoises (idéologie des lumières, chauvinisme, républicanisme), mais aussi une récupération populiste de la culture bourgeoise. Les romans d'Aragon sont pour la plupart une version gauchie et édifiante du roman populiste bourgeois. Le culte de la promotion sociale est devenu chez les réformistes le moteur d'une créativité asservie : il s'agit désormais de faire comme..., aussi bien que... En un mot, de rivaliser dans l'imitation avec les valeurs de la classe dominante.

La résurgence des affrontements de classe aiguëra les fractures, délimitera les identités sociales, ravivera les formes d'expression autonome, c'est indéniable. Pour le moment, le processus n'en est qu'à ses débuts, à un stade de recomposition moléculaire qui passe par la constitution de nouveaux réseaux culturels, dans la chanson, le théâtre, le cinéma. Mais il faudrait être aveugle pour sous-estimer la nouveauté d'obstacles objectifs. Comme le constate Stanley Aronowitz :

« La classe ouvrière, du fait notamment du caractère technologique de la majeure partie de la culture (musique électronique, cinéma, télévision...), n'a

L'inflation des signes provoque la dévaluation du sens. La culture populaire individuelle n'a pas disparu. Mais alors que jadis on lisait Zola ou Hugo, y compris dans les familles ouvrières, on consomme aujourd'hui Guy des Cars ou le feuilleton télévisé. Le lyrisme qui exprimait une fierté de l'appartenance de classe apparaît comme une incongruité.

Qui oserait encore écrire aujourd'hui comme Maïakovsky :

« Être bourgeois, ce n'est pas avoir un capital et jeter des pièces d'or par les fenêtres, c'est le talon des cadavres sur la gorge des jeunes gens, c'est la bouche bâillonnée par les boules de graisse. Être prolétaire, cela ne veut pas dire être noir de charbon, être celui qui fait tourner les usines, être prolétaire, c'est aimer l'avenir qui fait sauter la boue des sous-sols, croyez-moi ! »

Qu'on relise la presse de 1793, celle de la Commune, celle du début du siècle, et l'on vérifiera à quel point les classes populaires inventaient leur langage ; et à quel point la presse ouvrière d'aujourd'hui, y compris la nôtre, s'aligne irrésistiblement sur la prose administrative.

L'élévation du niveau culturel du prolétariat, dont tirent argument les stratégies autogestionnaires, n'est donc pas une donnée naturelle mais objet de bataille qu'il faut entreprendre et mener pied à pied contre l'artillerie lourde de l'idéologie dominante.

### **3. Hégémonie révolutionnaire et corporativisation des révoltes**

Aronowitz dont s'inspirent les camarades partisans de la stratégie autogestionnaire écrit :

« Le sujet révolutionnaire inclut tous ces mouvements qualifiés de secondaires, petits-bourgeois, subsidiaires, et qui ont pris un poids grandissant, socialement et politiquement. Les mouvements de jeunes, de Noirs, de femmes, etc., représentent la détérioration de la qualité de la vie. »

Mais il constate aussi :

« Le problème de ces mouvements est le suivant : ils sont sectoriels et ils souffrent, si je me permets d'être orthodoxe, de l'absence d'ancrage dans les formations politiques et économiques de la société américaine – essentiellement les lieux de travail et les sphères où se déroule le débat public. En fin de compte, comme on dit dans notre terminologie, ils ont manqué d'une base de masse dans la classe ouvrière, dans ce groupe qui constitue véritablement le cœur des exploités et des opprimés. Si on ne peut pas dire que c'étaient des mouvements petits-bourgeois de par leur origine ou la composition de tous leurs membres, du moins, c'était des mouvements à caractère culturel et non de classe. »

C'est bien le nœud de la contradiction. Et elle ne se résout pas avec des mots, en élargissant verbalement la définition du « sujet révolutionnaire ». Toute la question est de savoir précisément comment la lutte spécifique de ces mouvements sociaux-culturels peut s'articuler à la lutte de classe sur les lieux de production, dans un front de classe organique et non dans une addition inconsistante des fronts de lutte.

La diversité et l'éclatement des formes de radicalisation résultent de la crise que connaissent les rapports sociaux dans les pays capitalistes avancés, notamment ce qu'on a qualifié de « crise d'hégémonie de la classe dominante. » Elle se traduit notamment par la perte d'autorité de l'État, et le renforcement corollaire de ses tendances autoritaires, tandis que la remontée des luttes de classe ébranle les consentements sociaux. L'un des effets les plus patents réside dans la remise en cause généralisée des dispositifs institutionnels (école, famille, justice, information, église, sport) par lesquels l'appareil d'État organise son hégémonie et affirme sa légitimité. Comme ce dispositif est en même temps un système de quadrillage et d'ilotage social, il est logique que sa contestation s'exprime dans un premier temps à partir de la situation de morcellement qu'il produit ou entretient. D'où la floraison de mouvements divers et parcellaires qui, par-delà les grands mouvements de la jeunesse et des femmes, surgissent : groupes d'information, comités d'action divers.

Mais cette radicalisation éclatée exprime profondément une crise de société, dans ses fondements mêmes. Elle ne pourrait trouver son unité que dans une alternative sociale d'ensemble. Or, les partis majoritaires du mouvement ouvrier ne se présentent pas comme porteurs d'une telle alternative (ni la social-démocratie ni les PC n'avancent la lutte immédiate pour le socialisme) mais seulement comme la relève ou le renfort d'une classe dominante en difficulté. Ils ne peuvent donc, dans le meilleur des cas, que chevaucher les mouvements de radicalisation sans les unifier stratégiquement, car une telle unification devrait nécessairement s'inscrire dans un projet révolutionnaire. La politique réformiste, qui tend à faire de ces mouvements sociaux des « alliés démocratiques » dans le cadre d'une large alliance, favorise au contraire leur isolement et leur éventuelle dégénérescence corporative (dont certaines manifestations du mouvement étudiant italien ont donné récemment des signes inquiétants).

Le paradoxe veut que ce soit le Parti communiste italien lui-même qui engage la bataille, à sa façon, contre le danger d'éclatement et de « corporatisation » des divers mouvements sociaux. Il en tire même argument pour amalgamer dans la polémique sociaux-démocrates et révolutionnaires. Cette démarche est particulièrement bien illustrée par un article de Bruno Trentin dans un numéro récent de la revue *Dialectiques*<sup>15</sup>. Il explique en substance que lorsque le prolétariat prétend jouer un rôle moteur et dirigeant dans la transformation sociale, il doit s'identifier à un grand dessein collectif, devenir la classe nationale par excellence. Le mouvement syndical ne peut, dans une telle perspective, demeurer une simple force de résistance ou de contestation. Il doit se « salir les mains », comme le dit Trentin, en avançant des solutions d'ensemble aux problèmes économiques, des propositions qui tiennent compte d'intérêts généraux et non de seuls intérêts particuliers. C'est au nom de cette nécessité que Trentin fustige « l'économisme » de tous ceux qui se sont opposés aux concessions faites par les directions syndicales dans la négociation de l'échelle mobile... en échange du prêt accordé par le Fonds monétaire international au gouvernement démocrate-chrétien d'Andreotti !

Berlinguer reprend une argumentation analogue lorsqu'il fait dans un discours<sup>16</sup> l'apologie de l'austérité comme nouvelle vertu prolétarienne, au nom des nouveaux équilibres économiques mondiaux qui rendraient justice aux peuples si longtemps spoliés du tiers-monde. Cette dimension moraliste, cet appel au civisme sont une constante de la



propagande du PCI, et l'expression conséquente d'une idéologie de collaboration de classes. Mais il faut prendre soin de mener la critique dans le détail si nous ne voulons pas tomber dans le panneau.

Car il est vrai, en période de crise ouverte de l'économie et des rapports sociaux capitalistes, que la classe ouvrière doit incarner une alternative d'ensemble. Il est vrai qu'elle doit par la cohérence et la clarté de sa démarche combattre et non pas subir la décomposition du tissu social. Il est vrai qu'elle doit proposer ses solutions. Après l'expérience des conseils d'usines de Turin, en 1919, Gramsci tirait argument du fait que le contrôle ouvrier s'était traduit par une augmentation de la production, alors que le despotisme patronal se soldait par une baisse. Plus généralement, quand des millions de travailleurs sont au chômage, quand des branches entières (sidérurgie, aéronautique) ou des régions (Lorraine) sont en crise profonde, le mouvement ouvrier doit plus que jamais avancer ses solutions et ne pas rester dans un rôle catégoriel et corporatif. Car, dans un tel contexte, la défense des intérêts parcellisés a pour première conséquence la division de la classe ouvrière elle-même, entre ceux qui travaillent et ceux qui chôment, entre hommes et femmes, français et immigrés, entre les différentes branches de production et les différentes régions. Mais les solutions économiques de la classe ouvrière passent nécessairement par un bouleversement, par l'appropriation collective des moyens de production, la reconversion planifiée de branches entières, la définition démocratique de nouveaux choix et de nouveaux besoins. Toutes choses qui supposent la conquête du pouvoir politique et ne peuvent se confondre avec la subordination de la classe ouvrière à des intérêts nationaux restant dictés par la seule logique de l'accumulation capitaliste. Le mouvement ouvrier ne doit pas apparaître seulement porteur d'une alternative économique mais aussi d'une alternative sociale, culturelle et morale (d'un nouveau mode de vie), et sa propre autodiscipline ne saurait se confondre avec le légalisme peureux et la résignation inculquée. L'expérience des autoréductions en est un bon exemple. Il ne s'agit pas d'en appeler au réflexe individualiste (du simple refus de payer) mais à une contestation organisée (versement des sommes non payées à des caisses gérées par le syndicat) qui montre la voie d'un autre « civisme » : celui d'une discipline collectivement consentie à partir de projets collectivement assumés.

Plus le mouvement ouvrier sous hégémonie réformiste se détourne des réponses socialistes à la crise au nom des étapes « démocratiques » et au profit de pactes interclassistes, plus il contribue au fractionnement des mouvements de radicalisation.

Prenons plusieurs exemples.

Les courants féministes radicaux ont théorisé leur coupure du mouvement ouvrier au nom de la recherche d'une identité féminine, niée et censurée par la domination masculine. Fouiller le passé pour en dégager une histoire des femmes, de leur résistance et de leurs luttes, pour jeter les bases d'une mémoire collective, est une chose. Prétendre y déterrer une identité enfouie est plus aléatoire. Il y a toujours derrière une telle démarche le vieux spectre des essences métaphysiques : de la nature (bonne) ou de l'identité (authentique) à faire surgir de dessous l'écorce des sédiments historiques. Sans entrer dans ce débat, on peut avancer que l'identité féminine est tout autant à construire et inventer qu'à reconquérir. Mais il faut alors ajouter que cette construction sera combinée, entrelacée, au développement de leur conscience de classe, pour des centaines de milliers de femmes travailleuses. Car si l'idée même de conscience (ou d'identité) féminine semble aujourd'hui se juxtaposer plutôt que se lier à la conscience de classe, c'est parce que l'identité de classe elle-même s'est trouvée brouillée, pour toutes les raisons précédemment indiquées (et pour d'autres raisons encore : l'image heureuse du prolétariat libérateur, et concevant

comme tel, a été quelque peu malmenée par le miroir de la terreur bureaucratique en URSS et ailleurs). Que cette identité se redéfinisse dans la lutte, qu'elle reprenne corps, et divers mouvements sociaux, bien que de façon conflictive, y trouveront aussi partiellement leur expression.

Autre exemple, celui du combat écologique. La lutte contre les usines polluantes et pour la défense de l'environnement peut prendre un sens tout différent selon la façon dont elle est menée. Si les travailleurs de l'entreprise concernée mènent la lutte sur leurs propres conditions de travail et de sécurité, dénoncent les procédés de fabrication, cherchent des solutions, sortent de l'usine pour établir une liaison avec les comités de quartiers ou de locataires, ils débouchent sur un mouvement de contrôle sur la production et l'urbanisation, en même temps que sur les conditions de travail.

Mais si, surtout en période de chômage, la lutte n'est menée que par des comités de riverains, sans lien dialectique avec l'organisation ouvrière de l'usine, on peut aboutir tout aussi bien à l'exacerbation de réflexes corporatifs de part et d'autre (pour la défense du site d'un côté, pour la défense de l'emploi de l'autre), sans véritable dynamique d'émancipation sociale. Une démarche analogue vaudrait aussi bien pour les organisations de consommateurs ou comités de contrôle des prix : ces luttes supposent une liaison organique avec les producteurs dans le premier cas, les employés des grandes surfaces dans le second ; pour les campagnes de désobéissance civile, qui appellent une conduite de lutte en rapport avec les syndicats de fonctionnaires ; pour les luttes sur l'école avec un front commun parents-enseignants-enseignés, etc.

Faute d'une telle logique, le contrôle en miettes débouche sur la multiplication des divisions, sur la prolifération des particularismes, et non sur la remise en cause de la division sociale du travail et l'ébauche d'une alternative d'ensemble. Le fil conducteur de la lutte pour le contrôle, hors des lieux directs de production, c'est qu'elle doit viser à réunir, à unifier les couches et fractions de classe mobilisées, par l'intrusion généralisée du point de vue du prolétariat dans tous les domaines. Les comités de soldats portent dans l'institution militaire la revendication des acquis et des droits qui sont ceux du mouvement ouvrier (solde au Smic, droit d'organisation) en réclamant leur rattachement organique au mouvement ouvrier (par la lutte pour un syndicat de soldats indépendant de la hiérarchie). Le mouvement étudiant, de la même façon, doit lutter pour le contrôle ouvrier sur la formation et non pour un simple contrôle étudiant sur l'université. La même démarche devrait être appliquée aux problèmes de l'information où de la justice.

Une telle orientation a le mérite de la clarté. Elle donne une colonne vertébrale à la mobilisation au lieu de se contenter de coudre ensemble les contestations dans un vaste mouvement social, plus proche du patchwork que de l'unité organique. Les généralités d'Aronowitz ne semblent guère lever les ambiguïtés sur ce sujet lorsqu'il écrit :

« Pour créer un sujet révolutionnaire, il faut donc un mouvement large autant qu'un mouvement ouvrier. Ce qui explique l'utilisation du terme « travail collectif » qui se réfère à une nouvelle définition du prolétariat y incluant toutes les sphères de la vie sociale, celle de la production restant néanmoins, à mon avis, déterminante. »

L'unification de la classe ouvrière elle-même est donc la première tâche et non un postulat de départ.

Or, nous retrouvons à ce propos une difficulté déjà rencontrée : quel est le catalyseur de cette unification de la classe ? La problématique classique mise en fait sur deux éléments : d'une part l'existence dans le prolétariat même d'une couche motrice (une sorte d'avant-garde sociale et pas seulement politique), d'autre part l'apport des intellectuels organiques dans la formation d'une conscience universelle embrassant la totalité des contradictions sociales.

Nous avons déjà dit que l'évolution de la division du travail et les profondes différenciations de la classe ouvrière ont fait éclater la fonction de référence qu'ont pu jouer dans le mouvement ouvrier certaines catégories professionnelles. Au point qu'une sociologie hâtive a pu en tirer, au début des années soixante, des conclusions superficielles. C'était l'époque où, peu avant 68, Touraine écrivait dans *La Conscience ouvrière*<sup>17</sup> :

« La classe ouvrière n'est plus, dans la société programmée, un acteur historique. »

Il en déduisait que « l'axe de la contestation se déplace vers les nouveaux professionnels » et « de l'entreprise vers le cadre de vie ». L'expérience de ces dernières années a réglé leur compte à ce genre d'extrapolations. Quant à Serge Mallet, il affirmait dans *La Nouvelle Classe ouvrière* :

« L'ère des OS est celle de la bureaucratisation du mouvement ouvrier et de l'électoratisme triomphant. »

Il relevait notamment le fait que la durée moyenne des grèves était de onze jours avant 1914 et de trois jours seulement depuis 1945 (avec l'apparition des grandes journées d'action). Autrement dit, le laminage de l'avant-garde sociale des travailleurs qualifiés se solderait par une perte d'autonomie de la classe et un renforcement proportionnel de l'autonomie des appareils bureaucratiques qui transformeraient en force de pression la piétaille manipulée des OS.

Bien des données ont démontré depuis que ces théorisations ne se fondaient pas seulement sur une analyse de la transformation structurelle du prolétariat : elles y mêlaient sans discernement des caractéristiques circonstancielles de la lutte de classe, dans la période de l'après-guerre, qui ont commencé à se modifier en profondeur. Néanmoins il ne faut pas sous-estimer les répercussions multiples des modifications survenues dans l'organisation du travail. Comme le note Mandel,

« la disparition de l'ancienne structure professionnelle entraîne, du moins dans le domaine totalement automatisé, une mobilité et une plasticité beaucoup plus grande de la force de travail au sein de l'entreprise »<sup>18</sup>.

Il faudrait ajouter que la production semi-automatisée a également accru cette mobilité et cette plasticité au détriment de la stabilité et de la cohésion de la classe.

En ce qui concerne le rapport des « intellectuels organiques » au mouvement ouvrier, il s'est également modifié, dans la mesure même où la notion et le statut de l'intellectuel

étaient bouleversés par l'évolution de la division du travail. Michel Löwy a remarquablement étudié, dans son livre sur Lukacs<sup>19</sup>, la trajectoire et le rôle d'intellectuels humanistes qui, à l'orée du siècle, se retournaient contre la bourgeoisie et voyaient dans le prolétariat la seule classe porteuse des idéaux de liberté et d'égalité, des valeurs communautaires, face à la corruption de la société marchande. Il s'agissait en quelque sorte de transfuges de classe individuels, de déserteurs de la bourgeoisie, qui rejoignaient contre elle les rangs du mouvement ouvrier avec leur propre bagage culturel.

La radicalisation collective des intellectuels ne revêt pas du tout les mêmes formes aujourd'hui. Elle reflète les changements survenus dans la place du travail intellectuel :

« Plus la qualification acquise dans l'enseignement supérieur devient simplement qualification pour un procès de travail spécifique, et plus le travail intellectuel se prolétarise, c'est-à-dire que sa force de travail devient une marchandise » et « plus la force de travail intellectuelle est contrainte à se vendre sur le marché du travail pour qualification intellectuelle et scientifique »<sup>20</sup>.

Il s'agit d'une radicalisation sociale d'intellectuels qui rejoignent le mouvement ouvrier non plus comme intellectuels organiques, porteurs d'un point de vue totalisateur, mais comme fraction de classe avec son idéologie et ses particularismes. La rupture avec la bourgeoisie n'a pas le même caractère et ces intellectuels ne jouent pas le même rôle unificateur dans la formation de la conscience de classe.

Ce double constat sur les changements dans la structure du prolétariat et la fonction des intellectuels ne débouche pas pour autant sur la conclusion défaitiste d'une division plus profonde de la classe ouvrière, privée de ses catalyseurs traditionnels. Mais sur une confirmation, contrairement à bien des révisions à la mode, du rôle décisif du parti révolutionnaire, de l'avant-garde politique, comme agent actif de l'unification de la classe.

Cette unification constitue une tâche qui s'accomplit à travers une orientation stratégique, dont la médiation tactique, dans un mouvement ouvrier fragmenté, réside dans la politique de front unique, telle que le III<sup>e</sup> et le IV<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale communiste en ont jeté les bases.

Elle passe aussi bien par la bataille pour l'unité d'action et l'indépendance de classe de tous les partis ouvriers que par la bataille pour l'unification syndicale ou par la défense de la souveraineté des organismes unitaires (assemblée générale des travailleurs, comités de grève élus et révocables en assemblée). Elle passe aussi par la formulation de mots d'ordre unificateurs : l'augmentation égale des salaires qui rassemble ouvriers, techniciens, employés ; l'échelle mobile des salaires qui garantit le pouvoir d'achat de tous, et celle des heures de travail qui défend l'emploi de tous.

L'unification de la classe ouvrière est donc bien l'objectif stratégique déterminant. Sa concrétisation simplifierait considérablement la question des alliances si souvent mal posée. En effet, le mouvement ouvrier en tant que tel, à travers ses organisations de masse, apparaît de plus en plus comme le cadre et le creuset de ces alliances : ralliement croissant des cadres aux syndicats ouvriers, rapprochement de certaines couches de paysans qui s'autodéfinissent comme « paysans travailleurs », attraction exercée sur les franges radicalisées de la magistrature, des artistes, des médecins.

Encore faudrait-il que cette dynamique de classe soit assumée et revendiquée par les directions ouvrières majoritaires, et non qu'elles s'ingénient à reproduire au sein même de leurs propres syndicats le morcellement corporatif de la société (affiliation des cadres à l'Ugict dans la CGT) : lors de certaines grèves, on a vu la direction de l'Ugict-CGT demander à ses militants de quitter le piquet de grève pour aller négocier sans les syndicats ouvriers. On ne fait que vérifier par là les effets dévastateurs de la politique réformiste qui vise davantage, en cultivant les particularismes, à entretenir des alliances électorales qu'à forger un mouvement d'émancipation de la classe.

Inversement, il serait naïf de croire que la prolétarisation tendancielle des intellectuels aboutit à une unification naturelle de la classe, alors que peuvent subsister des différenciations d'intérêts au sein même des travailleurs, aussi longtemps par exemple que la division du travail perpétue la séparation entre travail manuel et travail intellectuel. Il faut donc traiter ces différences comme un problème réel et leur apporter des réponses concrètes.

On peut imaginer par exemple dans une entreprise que les OS, dans une période de transition, donnent la priorité à la réduction du temps de travail et les travailleurs intellectuels à des objectifs de consommation : pour les travailleurs astreints aux tâches les plus pénibles, la réduction du temps de travail est la première condition de la démocratie, alors qu'un travailleur intellectuel peut trouver d'autres moyens d'information. On peut aussi imaginer que dans un hôpital le rapport d'autorité médecin/infirmiers se prolonge dans le syndicat. Pendant tout un temps, au sein même du mouvement ouvrier, il faut donc tendre à ce que les travailleurs manuels gardent une voix prépondérante sur les choix fondamentaux.

### III. Deux hypothèses stratégiques

Les textes de Gramsci sur les différences entre la révolution en Occident et en Orient servent la plupart du temps de point de départ commun aux tentatives de renouvellement stratégique, qu'elles s'inscrivent dans une perspective autogestionnaire ou qu'elles participent de « l'eurocommunisme ».

#### 1. La Révolution russe et nous

L'analyse faite par Gramsci des spécificités de la Révolution russe est maintenant connue : une société civile « gélatineuse » (par opposition à une société civile ramifiée et complexe sous le capitalisme développé), un État despotique où la fonction de coercition prend le pas sur l'organisation du « consentement » (notamment par le biais de la démocratie formelle et d'un réseau institutionnel structuré). Le modèle stratégique de la Révolution russe renverrait directement à ces conditions sociopolitiques spécifiques : guerre de mouvement, assaut frontal de type insurrectionnel...

Trop souvent les héritiers présomptifs de Gramsci s'en tiennent à une lecture superficielle, qui les accule à une interprétation simplifiée de la Révolution russe elle-même, ramassée dans le temps, réduite à l'assaut du Palais d'hiver, au détriment d'une analyse plus sérieuse de ses rythmes réels (de 1905 à 1917), de sa durée et de la dialectique profonde

entre l'auto-organisation des masses, la pénétration des idées révolutionnaires et l'assaut final. Dans *l'Histoire de la Révolution russe*, Trotski livre une étude détaillée de l'influence électoralement grandissante des bolcheviques dans les municipalités, les soviets et les syndicats, qui interdit une vision schématique des rapports entre démocratie et dictature du prolétariat, entre hégémonie et direction prolétarienne, pour reprendre la terminologie gramscienne.

Il est toutefois indéniable que les conditions objectives de la révolution prolétarienne dans les pays d'Europe occidentale aujourd'hui diffèrent substantiellement des conditions de la Révolution russe. Notamment par le fait que le prolétariat industriel y est devenu une force sociale majoritaire et qu'il y a là une base pour que l'idée même de socialisme devienne l'objectif central et explicite de la lutte, pour qu'elle « s'empare des masses », alors que la Révolution russe reposait sur une alliance politique (avec la paysannerie) dans laquelle les revendications démocratiques (la terre, la paix, la question nationale...) jouaient un rôle central.

Les idéologues d'une nouvelle stratégie de dualité de pouvoir prolongée en tirent argument pour poser une question truquée : la révolution socialiste commence-t-elle avec la conquête du pouvoir politique ? On serait tenté de répondre à la fois oui et non. Non, si l'on veut dire que le développement de la classe ouvrière lui permet d'affirmer plus clairement, dès avant la conquête du pouvoir, son rôle dirigeant ou son hégémonie dans le processus révolutionnaire. C'est même une évidence que les dirigeants bolcheviques, à commencer par Trotski, avaient bien entrevue lorsqu'ils disaient que le pouvoir serait plus difficile à prendre dans les pays capitalistes développés, mais plus facile à garder : face à un appareil d'État plus charpenté, l'affirmation prolongée sur tous les terrains (économique, politique et culturel) de l'alternative prolétarienne est l'une des conditions stratégiques de la révolution ; mais elle assure du même coup le rôle dirigeant de la classe ouvrière qui, dans la Révolution russe, est sans cesse remis en cause par le danger de rupture avec la paysannerie (cette alliance conflictuelle constituant le marchepied du thermidor stalinien et du bonapartisme bureaucratique).

Mais si l'on veut suggérer, à travers la question du « commencement » de la révolution socialiste, qu'elle se développerait comme un processus graduel, sans rupture, à travers l'élargissement « jusqu'au bout » des libertés démocratiques, alors il faut répondre « oui » : aujourd'hui encore la révolution socialiste « commence » pour de bon, en tant que société de transition, avec la destruction du pouvoir d'État bourgeois. En somme, c'est la notion même de commencement qui est truquée.

Où est le danger principal aujourd'hui ? Du côté du révisionnisme (plus ou moins sophistiqué) ou dans le maintien d'un archéo-bolchevisme périmé ? Nous répondons sans hésiter que le révisionnisme est le danger principal, pour des raisons objectives. Il existe en effet une parenté entre la période de longue expansion capitaliste qui s'achève en Europe et la longue période d'expansion qui avait nourri au début du siècle la social-démocratie et ses innovations. Sur la base d'une révolution technologique : électricité, généralisation du moteur à explosion, introduction du travail à la chaîne, le réformisme social-démocrate avait alors théorisé la perspective d'élévation sociale et culturelle graduelle du prolétariat, allant de pair avec la résorption progressive des antagonismes de classe. Les transformations technologiques (nucléaire, informatique), les modifications du procès d'accumulation capitaliste (tendance à la planification, rôle de l'État et des équipements, rotation accélérée du capital et assouplissement du crédit) nourrissent aujourd'hui des tendances analogues au sein du mouvement ouvrier.

Dans ce débat la question de l'État demeure la pierre de touche. Le numéro 17 de la revue *Dialectiques* lui consacre un dossier significatif en partant notamment des hypothèses du PC italien selon lesquelles « le dépérissement contemporain de l'État se ferait de l'intérieur et avant la prise de pouvoir complète par les travailleurs ». La généralité et l'abstraction de telles formules constituent toujours un handicap pour la discussion sérieuse des problèmes qui sont en jeu. Toutefois un article de Luciano Gruppi, idéologue du PCI, sur les rapports démocratie/socialisme vient éclairer les prolongements pratiques de ce genre de postulat.

Il enregistre dans la société italienne la multiplication (dans les usines, les quartiers, les écoles) d'organes de « démocratie de base » et la dynamique de décentralisation institutionnelle (à travers les régions en particulier) imposée par le mouvement ouvrier. Et il en conclut : « Nous avons ainsi un système d'État contradictoire » et « Le parlement n'en a gagné que plus d'importance, précisément parce qu'il est entré en relation avec toute une série d'organismes représentatifs périphériques. »

Il cite enfin le Mémoire de Yalta rédigé en 1964 par Togliatti : « Ainsi se pose la question de la possibilité de la conquête de positions de pouvoir par les classes laborieuses dans le cadre d'un État dont la nature d'État bourgeois n'a pas changé et donc de la possibilité d'une lutte de l'intérieur pour une transformation progressive de sa nature. » Gruppi salue le courage de cette « interrogation compromettante », compromettante « puisqu'il s'agit, reconnaît-il, de reprendre un thème de la II<sup>e</sup> Internationale ». Marchais, Carrillo, Berlinguer et bien d'autres ont, en renonçant formellement à la dictature du prolétariat, transformé l'interrogation en réponse.

C'est à la lumière de ces enjeux politiques qu'il faut interpréter dans le même numéro de *Dialectiques* une polémique entre Balibar et Christine Buci-Glucksmann sur la caractérisation de l'État. À Buci-Glucksmann qui demande : « Que signifie aujourd'hui, en France, en 1976, cette thèse : tout État est un État de classe ? », Balibar répond par une rectification : « Tout État est un État bourgeois. » Il s'affirme par là même fidèle à la filiation léniniste de *l'État et la révolution*, selon laquelle il n'y a pas à proprement parler d'État prolétarien puisque la dictature du prolétariat inaugure le dépérissement de l'État, amorce son extinction. Mais outre ce rappel à l'orthodoxie, Balibar entend insister par là sur la double fonction essentielle de l'État qui le fait consubstantiel au pouvoir de la bourgeoisie : il unifie la bourgeoisie et divise le prolétariat (« Faire obstacle à l'unité de classe du prolétariat est la fonction fondamentale de l'État et la base de ses contradictions »). Nous ne pouvons que partager ce point de vue, puisque nous avons analysé ailleurs dans le détail cette fonction de fragmentation de la société civile et d'atomisation du prolétariat que jouent les appareils d'État<sup>21</sup>.

Face à cette thèse, la réplique de Buci-Glucksmann apparaît d'une insigne faiblesse théorique et historique : « Si l'État apparaît comme la matérialisation de l'unification de la classe (dominante), je ne vois pas comment on peut aborder ces questions qui impliquent de penser ces questions comme symptômes d'une crise d'hégémonie. » Crise d'hégémonie, sûrement, si l'on entend que le consentement est ébranlé, que le rôle dirigeant de la classe dominante est mis en cause, que les institutions même sont traversées par la polarisation entre les classes et que leur quadrillage tend à voler en éclats. Mais l'Allemagne de 1918 à 1923 a connu une « crise d'hégémonie » au moins aussi grave, sans que l'on puisse mettre en doute la nature bourgeoise de son État et miser sur son « dépérissement intérieur ».

Notre position reste donc que les conditions sociales dans lesquelles nous agissons rendent possible et nécessaire une affirmation prolongée du rôle dirigeant (au sens large) du prolétariat à travers sa propre unification, mais que cette nécessité n'invalide pas les

~~notions stratégiques centrales de crise révolutionnaire et de dualité de pouvoir débouchant sur la dictature du prolétariat.~~

Il nous faut d'abord rappeler les leçons que nous avons tirées de la révolution russe (de ses spécificités) et de notre propre expérience. Au lendemain de la révolution russe, les thèses de la III<sup>e</sup> Internationale restent ambiguës et souvent contradictoires en ce qui concerne la problématique des rapports avant-garde/masses, et notamment les rapports parti/syndicat/soviet. Avant le tournant du III<sup>e</sup> Congrès, on peut même dire que les deux premiers congrès subordonnent politiquement et organisationnellement les organisations de masse au parti. Il faut chercher à en comprendre les raisons dans le contexte social et politique de l'époque : idée dominante du grand parti unique de la classe ouvrière embrassant toutes ses organisations (idée héritée de la social-démocratie allemande), faiblesse sociale du prolétariat et fragilité consécutive des soviets...

C'est donc à partir des leçons de l'histoire (étude critique des thèses des premiers congrès de l'Internationale communiste, combat de l'opposition de gauche contre le stalinisme) et des conditions sociales de notre temps (force du prolétariat) que nous avons fait des problèmes de la démocratie ouvrière un axe fondamental de notre programme.

**a)** En affirmant la souveraineté des structures d'auto-organisation de masse : comités de grèves, conseils, soviets, assemblées générales. Nous y voyons les organes de l'autodétermination et de l'auto-émancipation du prolétariat, par rapport auxquels les partis ouvriers sont des forces de proposition, qui défendent leur programme en acceptant la souveraineté de la classe. Il faut encore remarquer que notre conception du mouvement autonome des femmes a évolué par rapport à la conception en vigueur dans les documents de la III<sup>e</sup> Internationale. L'Internationale communiste voyait essentiellement le mouvement des femmes comme un instrument pour combattre les divisions et les inégalités de prise de conscience dans la classe ouvrière. Nous le voyons comme un mouvement d'auto-organisation des femmes, transversal à toutes les organisations de masse mixtes, dans la lutte contre leur oppression, qui se poursuit bien au-delà du renversement de l'État bourgeois.

**b)** En défendant une conception fédérative de la démocratie dans les syndicats, qui est le meilleur garant de leur unité : dans les discussions internes, les militants ne sont pas les porte-parole d'une fraction politique mais des instances par lesquelles ils sont mandatés. Sur des questions d'orientation (pour un congrès), des tendances peuvent se former sur la base de regroupements d'instances. La souveraineté des instances (sections, UD, fédérations) permettrait en outre l'expression des minorités significatives entre deux congrès par le biais de tribunes ou contributions dans la presse syndicale.

**d)** En défendant au sein du mouvement ouvrier le principe de la pluralité des partis, du multipartisme, avant comme après la prise du pouvoir. Cette reconnaissance implique évidemment que soit mis fin à toute forme d'exclusive dans le mouvement ouvrier. La meilleure garantie en est que chacun des partis reconnaisse le droit de tendance dans ses propres rangs : au-delà d'un droit organisationnel, il faut y voir en effet la définition du parti comme une avant-garde qui synthétise des pratiques différenciées et admet la relativité de ses « vérités » (puisqu'elles sont passibles d'une discussion organisée dans ses propres rangs).

Sur tous ces points, l'épreuve de la pratique nous semble tout aussi importante que l'énoncé des principes. Alors, que l'on juge sur pièce : qui se bat pour la souveraineté effective des assemblées ouvrières ? Pour l'élection de délégués révocables dans les



luttres ? Pour le respect de la démocratie fédérative dans les syndicats et pour l'unification syndicale sur cette base ? Contre toutes les exclusives dans les syndicats, les manifestations, les débats ? C'est en cherchant en permanence à répondre à ces questions que l'on vérifiera que la lutte pour la démocratie la plus large pour l'immense majorité des masses exploitées ne se réduit pas à une opposition entre « centralistes » et « autogestionnaires », ou entre partisans de l'élargissement des libertés démocratiques et partisans de la dictature du prolétariat. Les critères pratiques sont autrement précis.

## 2. La démocratisation comme stratégie ?

Le débat entre Buci-Glucksmann et Balibar dans *Dialectiques* aborde d'autre part la question du lien entre le maintien (ou l'abandon) de la notion de dictature du prolétariat et la définition d'une stratégie de conquête du pouvoir. À deux reprises Buci-Glucksmann insiste sur l'existence contraignante d'un tel lien : « Il existe un lien décisif entre certaines implications stratégiques de la dictature du prolétariat et un certain type de crise de la société et de l'État de type frontal... Comme concept théorique, la dictature du prolétariat a des implications stratégiques. » En somme, si la dictature du prolétariat est le but de la lutte d'émancipation prolétarienne, les moyens sont en rapport avec ce but ; si elle en est l'horizon, il oriente les voies qui s'y dirigent. Balibar répond qu'un tel lien nécessaire n'existe pas. Le concept de dictature du prolétariat pose une question de principe, il est une réplique conceptuelle à la nature bourgeoise de tout État ; sans pour autant déterminer le cheminement de la stratégie révolutionnaire : « Je crois que les positions de Lénine sur la dictature du prolétariat n'ont jamais été fondamentalement pensées en terme de stratégie révolutionnaire particulière, qu'il s'agisse ou non d'une attaque frontale... » Balibar entend donc couper le cordon entre théorie et stratégie : faut-il y voir la marque théoricienne de l'école althussérienne, ou le souci plus tactique de ne pas mener de pair dans le PC le débat sur l'abandon du concept et la polémique contre ses implications stratégiques ? Buci-Glucksmann met bien là le doigt sur une plaie douloureuse : « Je ne suis pas du tout d'accord pour occulter les liens complexes et difficiles entre théorie et stratégie. Car à quoi on aboutit ? À laisser un vide radical concernant notre stratégie d'avancée au socialisme en France. »

En renonçant à cette encombrante « dictature », le PCF aurait rétabli une cohérence entre sa théorie et sa pratique (sinon sa stratégie), et à vouloir rétablir la dictature du prolétariat, on ne pourrait donc que ramener en force les contradictions, à moins de pousser jusqu'à la définition d'une stratégie alternative... *Hic Rhodus, hic salta !*

Une chose est en tout cas certaine, sans qu'il y ait besoin de mobiliser un arsenal de citations ; c'est que pour Lénine la dictature du prolétariat ne saurait être la simple continuité ou le simple élargissement de la démocratie bourgeoise. Son instauration procède d'une rupture et d'un affrontement entre deux pouvoirs antagoniques (dualité de pouvoir). Elle implique donc bien une double question stratégique : quelles sont les conditions auxquelles doit répondre le parti pour faire surgir les organes de cette dualité de pouvoir ? Et à quelles conditions ont-ils une chance de l'emporter ?

Il faut donc entrer dans le vif du sujet, c'est-à-dire dans la dialectique des rapports entre démocratie et auto-organisation des masses, entre hégémonie et dictature du prolétariat.

Les idéologues du PCI, et à leur suite Buci-Glucksmann, ont coutume d'insister sur la place et l'importance des luttes démocratiques. Il n'est pas question pour nous d'ignorer cette

D'abord la capacité de la bourgeoisie à s'ériger en classe dominante suppose que soit atteint un certain stade de développement du capitalisme, donc que le prolétariat lui-même représente déjà une certaine force. C'est pourquoi, dans toute révolution bourgeoise, on décèle à des degrés divers une dynamique de révolution permanente, l'existence de germes de démocratie prolétarienne dans l'instauration même de la démocratie bourgeoise<sup>22</sup>.

Ces germes sont en quelque sorte une contradiction originelle de la démocratie bourgeoise elle-même et un point d'appui pour les luttes démocratiques du prolétariat visant à fortifier ces embryons. C'est pourquoi les luttes démocratiques, même les plus élémentaires (défense des libertés individuelles, exigence d'élections à la proportionnelle, lutte contre l'autoritarisme et la censure, etc.) ont une portée stratégique non négligeable. À condition de ne pas confondre la défense de la démocratie et la défense des institutions bourgeoises qui en sont à la fois la codification et un début de négation.

Ensuite parce que la centralisation du capital propre au troisième âge du capitalisme nourrit une tendance à la concentration du pouvoir étatique, au renforcement de son caractère autoritaire. D'où l'actualité des luttes démocratiques.

Mais cela ne veut pas dire que la démocratie socialiste pousse sous la démocratie bourgeoise, qui serait un jour appelée à tomber d'elle-même comme une vieille peau au moment de la mue.

Une chose est d'écarter toute stratégie putschiste, toute politique du coup de force minoritaire qui dénaturerait d'emblée la dictature du prolétariat (dont le caractère de démocratie la plus large pour l'immense majorité serait ainsi nié). Et telle n'est pas notre politique. Nous avons toujours expliqué que les bolcheviques ont mené de front la bataille pour la convocation de la constituante et la bataille pour la centralisation des soviets, jusqu'à ce qu'ils aient conquis une majorité réelle dans les soviets et les principales municipalités, jusqu'à ce que les masses se soient convaincues de l'efficacité des soviets comme organes du nouveau pouvoir et du refus de la part de la bourgeoisie de convoquer la Constituante.

Dans ces conditions les formes militaires (conspiratives et minoritaires) de l'insurrection ne doivent pas cacher sa substance : comme aboutissement d'une volonté majoritaire exprimée à travers les soviets. Nous pensons inversement que l'insurrection de janvier 1919 à Berlin, deux mois après que les spartakistes se fussent trouvés en minorité dans l'assemblée des conseils face aux sociaux-démocrates et quelques jours avant des élections générales qui ont enregistré 90 % de participation, est le signe d'une orientation ultragauche du jeune communisme allemand, d'une sous-estimation de sa part des illusions démocratiques parlementaires des masses.

Enfin au Portugal, en 1975, nous avons combattu les tentations gauchistes de lancer le mort d'ordre de « Tout le pouvoir aux commissions de travailleurs », deux mois après que 90 % de l'électorat eut élu une majorité de députés appartenant à des partis réformistes (PS et PC) à l'assemblée constituante ; en revanche nous développons la nécessité de faire en pratique la démonstration de la supériorité des commissions sur une assemblée bavarde et impuissante, par leur centralisation, la réalisation de tâches de contrôle et de planification. Autrement dit, pendant toute une période, le développement de la dualité de pouvoir prend la forme d'une dialectique entre la lutte démocratique, de plus en plus

~~contradictoire avec les institutions étatiques bourgeoises, et l'essor de l'auto-organisation des masses.~~

Mais autre chose serait de présenter la démocratie ouvrière comme un simple épanouissement de la démocratie bourgeoise poussée jusqu'au bout. Il existe bien une différence de nature et de fonction entre la démocratie représentative (parlementaire) bourgeoise, qui perpétue l'État comme corps séparé, et la démocratie ouvrière (l'auto-organisation) qui tend à la socialisation du pouvoir (et non seulement de l'économie).

Christine Buci-Glucksmann s'efforce de démontrer la complémentarité entre ce qu'elle appelle la démocratie de base et la démocratie parlementaire qui serait (comme le disait Gruppi) en quelque sorte revitalisée par ce flux venu d'en bas :

« À l'opposé de la révolution passive comme effet d'une destruction directe de l'appareil d'État en l'absence d'une classe ouvrière « dirigeante » dans la société civile (stalinisme), à l'opposé de la révolution passive comme tentative réformiste du capital (type néotravailleuse), l'eurocommunisme doit aborder la transition comme révolution démocratique active, expansive, et active parce que démocratique. »

Mais dès qu'elle veut cerner de plus près le ressort de cette démocratie active, elle rencontre son fondement, radicalement différent de celui de la démocratie bourgeoise, sans oser fouiller davantage la question :

« La complémentarité non antagoniste de ces formes nouvelles de démocratie et des organisations syndicales et politiques permet seule d'échapper aux dilemmes militants de notre histoire, en France et en Europe : stalinisme ou démocratie bourgeoise, stalinisme ou social-démocratie. Comme le montrent Pietro Ingrao et certaines recherches italiennes, la démocratie de base en ses formes organisées peut contribuer à une nouvelle élaboration de la volonté politique qui brise le dualisme critiqué par le jeune Marx entre l'homme comme citoyen politique et l'homme comme producteur... Il n'empêche qu'au-delà des mots, l'autogestion comme expression des exigences démocratiques des masses et du mouvement social indique sans doute cette renaissance de la question politique à l'intérieur du socialisme que la tradition communiste a pensé comme souveraineté du peuple, comme autogouvernement des masses, dans la droite ligne du soviétisme et du conseillisme. Disons que la question commune à la gauche concerne à mon avis la recherche d'une forme politique de l'État démocratique, pluraliste, qui ne soit plus un domaine séparé de la société au-dessus de la propre dynamique et du développement de ses contradictions de classe. »

Mais sur quoi pourrait reposer cette forme politique, qui ne soit plus un domaine séparé de la société ? Qu'est-ce qui peut fonder sa spécificité ?

Qu'est-ce qui permet d'abattre la coupure entre « citoyen abstrait » et « homme producteur » ? Familière de Gramsci, Christine Buci-Glucksmann devrait connaître la réponse par cœur, puisque c'est Gramsci qui énonce avec le maximum de clarté la différence de nature entre démocratie bourgeoise et démocratie ouvrière :

« La dictature du prolétariat peut s'incarner dans un type d'organisation spécifique de l'activité propre aux producteurs mais non de celle des salariés, car ces derniers sont (en tant que tels) esclaves du capital. Le conseil d'usine est la cellule de base de cette organisation... Sa raison d'être est dans le travail, dans la production industrielle, c'est-à-dire dans un fait permanent, et non pas dans le salaire, dans la division des classes, c'est-à-dire dans un fait transitoire, qu'il s'agit précisément de dépasser... »

Le conflit entre les deux formes de démocratie, celle des producteurs et celle des citoyens privés, est inévitable. Il faut donc s'y préparer. Son dénouement est nécessairement violent dans la mesure où l'une des deux doit l'emporter et dans la mesure où la bourgeoisie a d'autres recours que la « démocratie » si elle donne des signes de faiblesse. Il faut donc s'y préparer aussi. Et ces impératifs dégagent les axes d'une stratégie.

Il ne s'agit pas de parier sur la forme que peut revêtir la violence mais de mettre en avant l'essentiel : nécessité de promouvoir et de défendre systématiquement l'auto-organisation, de soutenir les comités de soldats et la formation d'un syndicat de soldats indépendant de la hiérarchie, de développer le contrôle ouvrier sur la production de la hiérarchie, de développer le contrôle ouvrier sur la production et l'autodéfense, de préparer les travailleurs à la centralisation de leurs propres organes de pouvoir (coordination et centralisation des luttes...). Il ne s'agit pas d'ériger en principe le boycott des institutions bourgeoises. Un parti ouvrier révolutionnaire peut avoir des députés et même des élus municipaux. L'essentiel, c'est que leur rôle soit conçu comme un appui tactique au processus d'auto-organisation, et non l'inverse, au nom d'une prétendue complémentarité démocratique qui joue au profit de l'État existant.

### 3. L'autogestion comme stratégie ?

L'écho rencontré, par-delà ses utilisations les plus diverses, par le thème d'autogestion tient d'abord à ce qu'il exprime une profonde aspiration démocratique des masses. Aspiration doublement fondée et légitime, dans la mesure où elle traduit à la fois le sentiment que les conditions d'une démocratie socialiste de masse sont plus mûres qu'elles ne l'ont jamais été, et la méfiance ou la répulsion envers l'image bureaucratique de l'URSS et des démocraties populaires. C'est cette légitimité que Dallemagne ne comprend pas dans son pamphlet anti-autogestionnaire. Cette incompréhension n'est pas accidentelle, elle repose en fait sur l'une des rares entreprises contemporaines de défense et illustration de la bureaucratie, au nom d'un certain réalisme universitaire<sup>23</sup>.

Si la notion d'autogestion connaît un succès à la mesure de son indéfinition (chacun peut y projeter un peu ce qu'il veut), il devient beaucoup plus difficile d'en cerner le contenu exact. On entend souvent parler de pratique autogestionnaire. Mais encore ? Faut-il l'entendre dans un sens extensif : toute forme d'organisation collective autour d'un but commun (une revue, une communauté, une maison occupée, un comité...)<sup>24</sup> ? Mais il est bien connu que l'extension d'un concept se fait au détriment du contenu. À désigner toute forme de regroupement volontaire, la pratique autogestionnaire ne désignerait même plus une forme précise de démocratie, qui suppose une codification (toute démocratie inorganique laissant libre cours aux rapports de forces plus ou moins camouflés et à la manipulation plus ou moins consciente).

~~On retrouve les mêmes difficultés lorsqu'on cherche à cerner le sens de la notion de~~  
« stratégie autogestionnaire ». Si l'on veut en dépasser la fonction évocatrice, il faut bien se reporter à des interprétations spécifiées.

**a)** Celle de Najman. Il écrit :

« Il faut aller vers l'organisation du mouvement social anticapitaliste nouveau : les éléments de restructuration du mouvement ouvrier au sens large du terme. C'est ce que nous appelons le courant autogestionnaire. La notion d'autogestion joue aujourd'hui un rôle comparable à celle de « soviets » dans les années vingt. »

Soit. Seulement dans les années 1920, en tant que nouveaux organes de pouvoir, les soviets rompaient avec la politique parlementaire faillie de la social-démocratie allemande. On pouvait décrire ces soviets, définir leurs tâches, leur fonction, leur composition (variable). Rien de tel avec la notion d'autogestion au sens large où l'utilise Najman. Aussi semble-t-il quelque peu léger de la part de Najman de faire de la référence autogestionnaire l'un des critères principaux de différenciations politiques au sein du mouvement ouvrier, au même titre que l'attitude sur la destruction ou pas de l'appareil d'État. Il définit en effet un « double clivage » :

« Un premier passe par l'attitude face à l'appareil d'État, sa destruction ou pas. C'est un des critères de différenciation entre réformistes et révolutionnaires. Mais avec le temps, ce critère s'est compliqué... Le deuxième clivage définit les partisans et les adversaires de l'autogestion. Ces deux clivages ne correspondent pas nécessairement. Tous les autogestionnaires ne sont pas aujourd'hui révolutionnaires. Mais on ne peut pas être révolutionnaire sans être autogestionnaire. »

Quelle est l'utilité pratique de ce clivage ? Le clivage révolutionnaires/réformistes, on voit : les révolutionnaires devraient tendre à se regrouper dans une organisation pour la destruction du pouvoir d'État bourgeois. Mais le clivage autogestionnaire/non-autogestionnaires ? Apparemment il semblerait définir un courant, une tendance dans le mouvement de masse, qui justifierait une présence privilégiée des révolutionnaires dans le courant « autogestionnaire » (CFDT, MAS, etc.). Le problème, c'est qu'on ne sait toujours pas ce qu'est être autogestionnaire, et qui décide qu'on l'est.

Suffit-il de se déclarer tel ? Le PS se dit autogestionnaire, mais il reste un parti réformiste parlementaire, il s'oppose à la démocratie directe dans les entreprises, il ne soutient pas le mouvement des soldats... La CFDT se dit autogestionnaire, mais quelle est sa position sur les comités de grève, les assemblées souveraines, les comités de soldats, l'auto-organisation des femmes... Le PSU se dit autogestionnaire, mais il se présente aux municipales sur les listes d'Union de la gauche...

Nous préférons dire : si être autogestionnaire c'est promouvoir le mouvement d'auto-organisation démocratique des travailleurs, des soldats, des femmes et sa souveraineté, si c'est lutter pour le contrôle des travailleurs sur la production qui prépare une planification socialiste, si c'est respecter les mandats du mouvement de masse et reconnaître le pluralisme dans le mouvement ouvrier, alors nous sommes autogestionnaires et parmi les

plus résolu. Mais nous ne voyons pas en quoi l'épithète nous rapproche des « autogestionnaires » Mitterrand et Rocard ? Le fétichisme des mots est dangereux.

Et si le combat autogestionnaire désigne en fait une politique de défense de la démocratie ouvrière la plus large, d'auto-organisation et de contrôle, nous disons qu'elle traverse sous des noms différents l'ensemble des organisations de masse ouvrières, mais qu'elle appelle les révolutionnaires à militer dans la CGT aussi bien que dans la CFDT.

**b)** Celle de Rosanvallon : il définit l'autogestion comme « appropriation des moyens de pouvoir » et non des seuls moyens de production, mais sans préciser de quels moyens il s'agit, dans le cadre de quel État. On peut supposer cependant qu'il s'agit du même État (bourgeois) puisqu'il propose plus loin comme objectif de « réduire la taille de l'État ». Comment ? Au profit de quoi et de qui ? Qui s'approprie les moyens de pouvoir et sous quelle forme ?

On peut au moins répondre par la négative qu'il ne s'agit probablement ni de conseils ouvriers, ni de comités, ni d'assemblées souveraines, puisque Rosanvallon, s'il ne juge pas utile d'étudier l'expérience italienne des conseils de délégués ou des commissions de travailleurs au Portugal, ou des commissions ouvrières, comités de grève et de quartiers en Espagne, n'oublie pas d'affirmer péremptoirement que la démocratie directe « n'est que momentanée ».

Il définit enfin la stratégie de l'autogestion (cette fois on tient une définition !) comme... « stratégie de l'expérimentation » ! Habile façon d'anoblir à bon compte un vulgaire empirisme gradualiste qui permet à la direction de la CFDT d'expliquer par exemple que, dans les nationalisations, ce qui compte, c'est leur qualité plutôt que leur ampleur, et que mieux vaut une seule nationalisation pourvu qu'elle soit autogérée. Ce qui lui permet d'esquiver la bataille sur la cohérence de l'économie de marché comme système capitaliste d'exploitation.

Sans aller plus loin, cet aperçu des positions de Rosanvallon permet d'entrevoir que le clivage déterminant au sein du mouvement ouvrier demeure bien entre révolutionnaires et réformistes et que faire de l'autogestion, sans autres précisions, un critère équivalent à celui de la position sur le problème de l'État risque fort d'aboutir à un mélange des torchons et des serviettes. Piaget était plus prudent qui, lors de la grève de Lip en 1973, préférait parler d'autodéfense que d'autogestion, marquant par là que l'autogestion supposait au moins une rupture, un changement de logique du système, c'est-à-dire le passage par une crise révolutionnaire.

#### **4. Stratégie/masses/parti**

Aussi bien les défenseurs d'une stratégie « eurocommuniste » que ceux d'une stratégie autogestionnaire en tirent des implications quant au type de parti à construire.

**a)** Lors d'un récent colloque sur Gramsci, Pietro Ingrao, membre de la direction du PCI et président de la Chambre des députés, s'interrogeait sur un nouveau type de parti conforme à la nouvelle stratégie :

« Si la théorie n'est plus conçue comme une doctrine codifiée appartenant à une direction politique qui l'applique ; si le lieu de formation de la conscience

révolutionnaire ne se situe plus *a priori* dans un seul parti, et pas même dans les seuls partis ouvriers ; si l'objectif du socialisme n'est pas une condition indispensable pour entrer dans le parti ouvrier mais l'aboutissement d'une réflexion mûrie et vécue à l'intérieur de ce parti ouvrier de masse ; en un mot, si tant d'aspects du rapport entre condition de classe et conscience politique changent, alors il faut réorganiser les moments essentiels de la vie du parti ouvrier, de son rapport avec les masses et l'État. »

Et plus loin :

« Au moment où ces partis sont appelés à être directement présents dans la direction et la gestion de l'État et de la société, la question du rapport entre l'aspect « privé » du parti (proposant des contre-initiatives, des objectifs futurs) et l'aspect « public » (parti qui dans l'État est administrateur et médiateur d'une volonté générale) ne se pose-t-elle pas de façon plus aiguë qu'hier ? »

Ces réflexions valent aussi bien pour le PCF qui a, lors de ses derniers congrès, abordé le thème du parti de masse, et notamment des conditions de recrutement n'impliquant pas l'adhésion à « l'objectif du socialisme ». Il ressort de l'intervention d'Ingrao une interrogation quant à ce qui peut continuer à fonder le parti dans son unité idéologique, à partir du moment où il s'installe dans sa vocation gouvernementale interclassiste de « médiateur de la volonté générale ». En bonne logique, une telle redéfinition des PC « eurocommunistes » devrait aboutir à reposer le problème de leurs rapports avec la social-démocratie : si le parti ne se définit plus lui-même comme parti d'avant-garde (même s'il y a longtemps qu'il n'en joue plus le rôle) mais comme une sorte de mouvement social, alors la nostalgie de la grande social-démocratie d'avant 1914 paraît inévitable.

Seulement il y a un os sur lequel Ingrao fait silence : la division internationale du mouvement ouvrier tant que les PC n'auront pas rompu carrément leurs liens avec l'URSS. La seconde question concrète qui devrait surgir de l'intervention d'Ingrao (mais il ne va pas jusqu'à ce genre de précisions) porte sur le rapport des partis aux masses qui devrait être reconsidéré en mettant à l'ordre du jour l'unification syndicale et le type de démocratie syndicale susceptible de la rendre viable. Enfin, la troisième question posée par l'intervention d'Ingrao est celle du régime intérieur du parti lui-même : si le critère d'adhésion reste en deçà de « l'objectif du socialisme », s'il se définit comme un quasi-mouvement, alors, inévitablement, il faut redéfinir le mode d'élaboration de la ligne, les normes de la démocratie interne, en se prononçant sur le problème épineux, pour les staliniens, du droit de tendance. Nous ne sommes encore qu'au seuil de ces débats, mais ils sont désormais inévitables.

**b)** Najman n'est guère plus précis dans la définition d'un nouveau type de parti autogestionnaire. Il se contente de noter : « Au sein même du prolétariat il y a des multiplicités de déterminations révolutionnaires. La notion d'autodétermination est liée à cela. Un parti de la révolution ne peut passer à côté de ce phénomène. Mais cette conception renvoie dos à dos le centralisme vertical qui écrase et l'horizontalité fédéraliste qui éclate et disperse » Cette géométrie du juste milieu est un peu courte, à moins qu'elle ne conduise à la fameuse sphère de Pascal dont le centre est partout et la circonférence nulle part...

En effet, si une organisation d'avant-garde n'a d'autres ambitions que de refléter fidèlement des différenciations dans les formes de radicalisation, elle renonce à son rôle unificateur, qui passe forcément par une centralisation qui n'est pas celle spontanée du mouvement de masse. Et si l'on admet une fonction centralisatrice au parti, alors, une fois les dangers renvoyés dos à dos comme le fait Najman, il ne reste plus que des recommandations moralistes de bonne conduite militante. D'ailleurs un texte du courant auquel appartient Najman, publié en mai 1974 dans *Sous le drapeau du socialisme* avec pour titre : « Sur la conception du parti révolutionnaire par rapport au socialisme de l'autogestion », ne va pas au-delà de quelques généralités ordinaires.

On y lit qu'il s'agit « de bâtir un parti de type nouveau, laboratoire de l'expérience sociale multiforme, la dynamisant, la coordonnant et l'orientant grâce à son incorporation souple à celle-ci... » Mais encore ? On y lit que le « programme doit refléter l'élaboration théorique constante... » Soit. Qu'il n'est pas possible de diriger, au sens de « contrôler organisationnellement le vaste et complexe mouvement social multiforme contemporain... » Et puis, que

« le parti aura à agir dans cette diversité, y frayant son chemin grâce à sa qualité idéologique et culturelle, au militantisme exemplaire de ses membres, aux rapports multiformes souples (encore !) qu'il entretiendra avec les syndicats, les comités, les organisations de femmes, de jeunes, etc. »

Il est encore précisé que « le parti reconnaît également l'existence inévitable d'autres organisations politiques se réclamant du prolétariat et du socialisme... » À la bonne heure ! Enfin que la structure interne « ne saurait être sauvegardée avant tout par des statuts pourtant nécessaires mais par la qualité idéologique de ses militants », ce qui en dernier ressort est toujours vrai... Nous voici bien avancés. On sait du parti de type nouveau qu'il doit être souple et multiforme et que ses militants doivent être cultivés. Mais les recommandations idéologiques ne règlent pas la vie d'une organisation.

Najman nous reproche de vouloir démocratiser le centralisme démocratique au lieu d'y renoncer en tant qu'axe. Voici une discussion intéressante. Nous avons souvent eu l'occasion, dans les polémiques de l'après-68, d'expliquer en quoi le centralisme démocratique ne nous paraissait pas un système organisationnel de circonstance mais bien un principe répondant aux conditions stratégiques de la révolution prolétarienne (type d'État, centralisation des luttes vers une dualité de pouvoir). Nous reprendrons cette discussion en détail dans un autre article.

Nous nous contenterons donc ici d'un problème concret et d'un seul, mais il nous semble de grande portée. Lorsqu'une organisation révolutionnaire se développe, lorsque sa pratique se diversifie, la synthèse en son sein passe par un compromis permanent entre une démocratie centraliste (débat d'orientation, décisions de congrès, décisions du comité central élu en congrès) et démocratie fédérative (fonctionnement par secteurs, réunion de délégués de villes, conférences d'instances). Mais il y a toujours en dernière analyse une logique qui l'emporte.

Pour savoir laquelle, il suffit de répondre à des questions toutes simples : est-on pour que le congrès soit souverain et que ses décisions soient applicables par tous jusqu'au prochain congrès ? Si oui, l'application de la volonté collective limite d'autant le fédéralisme. Si non, cela signifie que l'orientation est élaborée secteur par secteur et région par région, que les



visions partielles l'emportent sur la vision d'ensemble, que l'organisation reproduit en son sein l'éclatement de la radicalisation et ses avatars corporatifs ?

Est-on pour que les mandats d'un délégué à un congrès local ou national soient impératifs ? Si oui, alors nous penchons vers un fonctionnement fédératif où l'emporte l'addition des décisions et déterminations parcellaires, et non la synthèse issue d'un débat d'ensemble.

Est-on pour que les directions élues soient mandatées pour appliquer une ligne votée ? Ou pour représenter des secteurs ? Là encore, on peut concilier les deux, mais en dernière analyse une logique l'emporte. Si c'est celle des représentations de villes ou de secteurs, cela signifie que l'orientation valable pour tous se définit au jour le jour, en dehors de la volonté collective du congrès, au hasard des délégations représentant des pratiques parcellaires ?

Est-on pour que des camarades puissent se regrouper lors de la préparation d'un congrès pour proposer une orientation d'ensemble, la défendre, rencontrer d'autres camarades d'accord avec eux ? En ce cas, on est pour le droit de tendance. Mais le droit de tendance renvoie de fait à un fonctionnement centraliste et non fédératif puisque les camarades s'organisent par-delà les instances auxquelles ils appartiennent afin de proposer une orientation pour l'ensemble de l'organisation.

Le questionnaire pourrait continuer longtemps. Mais c'est à ce genre de questions concrètes que l'on peut sonder le creux de certains discours et mettre la théorie du parti, elle aussi, à l'épreuve de sa pratique.

**15 mai 1977.**

***Critique communiste* (n° 16, juin 1977).**

références

références

- ↑1 Voir *Le Capitalisme monopoliste d'État*, collectif, Éditions sociales. Poulantzas, *Les Classes sociales dans le capitalisme aujourd'hui*, Seuil. Baudelot, Establet, Malemort, *La Petite-bourgeoise en France*, Maspero. Duménil, *La Position de classe des cadres et employés*, PUG. Fougeyrollas, *La Révolution prolétarienne*, Anthropos.
- ↑2 Voir Arnaud Berthoud, *Travail productif et productivité du travail chez Marx*, Maspero. *Critique de l'économie politique*, n° 21.
- ↑3 Poulantzas, *La Crise des dictatures*, Maspero.
- ↑4 Veblen, *Les Ingénieurs et le capitalisme*, Giard et Brière.
- ↑5 Bon et Burnier, *Classe ouvrière et révolution*, Seuil.
- ↑6 Sociologue et membre de l'Organisation communiste internationaliste (OCI).
- ↑7 Mandel, « Le PCF, Roger Garaudy et le capitalisme monopoliste d'État », in *Quatrième Internationale*, mai 1970.
- ↑8 « Une Chance historique pour la révolution socialiste », *Cahier rouge*, nouvelle série, n° 1.
- ↑9 Du moins dans la première partie de son œuvre ; avec l'expérience de la Révolution russe, sa compréhension des rapports entre le parti et les masses devient beaucoup plus dialectique.

- 
- ↑10 Dans Vincent-Weber-Berger, *La V<sup>e</sup> République à bout de souffle*, Galilée.  
Antoine Artous, Daniel Bensaïd : « Que faire ? et la création de la Ligue communiste », in *Critique communiste*, n° 6. Antoine Artous : « La Question du léninisme », in *Critique communiste*, n° 11-12. Daniel Bensaïd, *La Révolution et le pouvoir*, chapitre VI. Seuil
- ↑11 Ernest Mandel, *Le Troisième Âge du capitalisme*, éditions UGE, tome II.  
La multiplication des revues d'histoire populaire, les travaux du *Peuple français*, les études des *Révoltes logiques*, les bulletins militants régionaux (Alsace, Bretagne, Occitanie rouge) y contribuent.
- ↑12 Stanley Aronowitz, interview dans *Sous le drapeau du socialisme*, n° 77. Il a publié, il y a deux ans, aux États-Unis, un livre intitulé *False Promises*.  
*Dialectiques*, n° 18-19, consacré à « l'Italie et nous ». Le thème du danger corporatif y est omniprésent. Avec Ingrao : y a-t-il « une tendance générale des masses à s'organiser dans des structures corporatives modernes, à s'associer en transformant de manière nouvelle le processus capitaliste d'atomisation de la société et en utilisant à cet effet les éléments de sectorialisation, de différenciation que le capitalisme monopoliste ne cesse de reproduire. Il me semble qu'une pression s'exerce pour que les partis ouvriers s'adaptent eux aussi à ce modèle d'organisation des masses, en échange de la reconnaissance du droit à administrer la représentation d'une partie des classes sociales » (p. 13). Tortorella : « Il y a des contre-tendances subalternes, de type corporatistes, en insistant sur des revendications très sectorielles. Ce sont des tendances de type économiste. Je ne pense pas seulement à la droite syndicale, mais aussi à des positions de type extrême gauche. Dans cette tendance d'extrême gauche, on trouve une sorte de maximalisme du type : nous voulons tout, tout de suite... Une telle orientation peut très bien maintenir les masses dans des positions subalternes à l'intérieur du mode de vie capitaliste, reposant sur la consommation strictement individualiste, le gaspillage et le luxe des uns, la misère des autres. Or nous luttons pour le dépassement de ces modèles de consommation et de comportement. » (p. 74).
- ↑13 Traduit en français dans le numéro de mars de la revue *Faire*.
- ↑14 Alain Touraine, *La Conscience ouvrière*, Seuil, Paris, 1966.
- ↑15 Ernest Mandel, *Le Troisième Âge du capitalisme*, tome II.
- ↑16 Michael Löwy, *Pour une sociologie des intellectuels révolutionnaires*, Puf.
- ↑17 Ernest Mandel, *op. cit.*, tome II.
- ↑18 *La Révolution et le Pouvoir*, chapitre III, « l'État pile et face ».
- ↑19 Voir *La Révolution et le Pouvoir*, pages 65 à 80.
- ↑20 *Autogestion ou dictature du prolétariat*, éditions. UGE. Voir la critique plus détaillée de ce livre dans le n° 9 des *Cahiers de la taupe*.  
Maurice Najman ne va guère plus loin dans son interview à *Rouge* (7 mai 1977), lorsqu'il indique que le « regroupement autogestionnaire doit surtout intégrer des pratiques de lutte, le contrôle ouvrier, etc. Il s'agit localement et régionalement d'organiser des lieux de rencontre, des maisons, des journaux, des rencontres sur thèmes, des formes d'unité d'action ponctuelle ou organique sur certains terrains. »
- ↑21
- ↑22
- ↑23
- ↑24